

## sem6

allemagne.....	2
Munich, Allemagne : Contre la ville des riches et ceux qui la défendent !.....	2
Leipzig, Germany: Police Station in Connewitz Attacked with Paint and Rocks.....	4
#Berlin: How to fight the #Google-Campus – A Proposal.....	5
Berlin: How to fight the Google-Campus – A Proposal.....	5
canada.....	8
Montréal, Québec : La guerre aux riches en bas de chez eux.....	8
france.....	8
A propos du meurtre d'Alexia et des connards qui régissent nos vies.....	8
France : De Portes-les-Valence à Compiègne, feu à la milice de la mairie !.....	10
Des rencards contre les frontières !.....	11
Zone à découvrir, extrait d'un carnet de route.....	11
Le 10 février à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes : Enracinons (un peu plus) le carnaval !.....	12
"Phoque the police" Métro Croix-de-Chavaux, Montreuil, février.....	14
Urgent : appel à Vigilance sur la RD 281.....	15
France : De Dijon à Fleury, pas de compassion avec les matons ! Solidarité avec les prisonniers !.....	15
Récit du rassemblement devant la MAH de Fleury-Mérogis, le 27 janvier 2018.....	16
BURE/BAR-LE-DUC – LE 13 FÉVRIER – 9h SOYONS Tous-tes au carnaval des procès absurdes,pour le Carnaval des Hiboux !.....	18
[Nantes - 6 fév] Récit de la mobilisation contre la sélection à l'université - "Nassé.e.s comme jamais".....	19
Quand la maison de la grève défonce chicanes et cabanes.....	20
Zad will survive.....	20
Les exilé.e.s occupent un bâtiment de Paris 8 depuis 12 jours.....	26
Nord-Pas-de-Calais : Contre la SNCF et ses sbires.....	29
Maison d'arrêt de Bar-le-Duc : Droit dans la mâchoire.....	30
Chambéry : Les fafs en rose.....	30
Mont-de-Marsan (Landes) : Solidarité avec le serial-dabeur en prison !.....	31
Facs et lycées – 6 février 2018 : Etat du désordre un peu partout.....	32
Nantes, 8 février : « penser printemps », les étudiants bloquent la fac et occupent le rectorat.....	33
Lettre à la ZAD de membres du comité de soutien tarnais.....	34
Prise de parole d'occupant.es de la ZAD lors du 10 février.....	35
"Vendredi 16 février, RDV à 19h pour la manif pour le logement /.....	36
Suite à son entretien avec lundimatin.....	37
Notre-Dame-des-Landes : Date ? Futur proche, peut-être après demain ? Ça y est, on a gagné !.....	38
grece.....	39
Grèce : Fin de l'assignation à résidence de Grigoris Tsironis, accusé de braquages.....	40
Athens, Greece: Incendiary Attack Against Turkish State-Owned Company Istikbal in Solidarity with the Defenders of Afrin.....	40
italie.....	41
ITALY : LOCKS GLUED AT BENETTON SHOPS.....	41
Suisse.....	42
Schmitten, Switzerland – Incendiary attack on Implenia, involved in the construction of the prison of Bässlergut.....	42
usa.....	44
Recent Agitprop Against #Amazon in #Seattle.....	44
Recent Agitprop Against Amazon in Seattle.....	44

# allemagne

## Munich, Allemagne : Contre la ville des riches et ceux qui la défendent !

*En solidarité avec deux personnes inculpées d'une centaine de tags au cours de deux nuits du mois de septembre 2017 à Munich. Une personne est actuellement incarcérée en préventive à Stadelheim.*

---

### **Manif spontanée contre la répression et la prison**

Vendredi 2 février, quelques personnes ont pris les rues du quartier Glockenbach pour s'opposer un peu au climat répressif munichois de la ville des riches *schickimicki*. En solidarité avec la personne incarcérée à qui l'on reproche d'avoir tagué des slogans contre les bobos, les flics, les nazis et les riches et qui est en détention préventive depuis quatre mois à Stadelheim.

Environ 30 personnes ont scandé des slogans tels que « Taule par taule, pierre par pierre, abattons les murs ! » ou « Contre les frontières et les lois, la liberté viendra seulement sans les taules » [1]. Un tract a été diffusé, des affiches collées et des papiers [2] jetés.

Ci-dessous le texte du tract :

### **Avec courage et solidarité**

### **Contre la ville des riches et ceux qui la défendent !**

Les 10 et 12 octobre 2017, deux personnes ont été arrêtées, à qui il est reproché d'avoir réalisé [plus d'une centaine de tags sur des voitures, des portes de garage, des murs, etc...](#)

Ce n'est pas la première fois et ce ne sera pas la dernière que l'État tente de se débarrasser des personnes qui ont exprimé leur rage contre l'ordre qu'il protège par l'un des moyens les plus simples, à savoir une bombe de peinture.

La plus âgée des deux personnes arrêtées qui n'a rien déclaré est jusqu'à présent en détention préventive. A la suite d'une véritable chasse au « pire tagueur de Munich » menée par les médias et les flics, on se sert du suspect, qui ne coopère pas avec les flics et la justice, afin de dissuader ceux qui ressentent l'envie ou des démangeaisons de se saisir d'une bombe de peinture. De plus, on tente de l'user et de l'isoler en le foutant en prison.

Il ne s'agit pas de savoir si les deux personnes arrêtées sont en réalité responsables de ces tags et de le condamner, car cela reste le travail dégueulasse des flics et des tribunaux.



Pendant des semaines, quelques individus sont sortis la nuit pour salir les trop nombreuses façades propres de cette ville, qui devient de plus en plus inhabitable pour les gens qui ont peu de thunes pour vivre, ou autrement dit, qui ont un comportement « inadapté ».

Ce que les flics veulent à tout prix empêcher, c'est la propagation d'une telle pratique d'action directe qui pourrait être une source d'inspiration pour toutes les personnes dont la rénovation urbaine complique de plus en plus la vie.

La répression étatique et les démonstrations de force de la police particulièrement impressionnantes que nous endurons sans cesse à Munich ne se dirigent pas uniquement contre ceux qui sont directement ciblés dans des cas isolés mais elles représentent également une menace contre ceux qui ne sont pas prêts à se soumettre à 100% aux règles établies par d'autres.

Mais si la répression fonctionne, c'est parce nous la laissons se produire.

Plus nous nous débarrasserons de la passivité, plus il sera difficile pour les flics de trouver des coupables isolés.

Ne nous laissons pas intimider et exprimons notre rage, peu importe où et de la manière que nous voulons !

Liberté pour tous !

---

**Le soir, devant la prison de Stadelheim, on a pu entendre des cris encore plus retentissants tels que « Liberté pour les prisonniers ! » et des feux d'artifice sifflés en direction des murs de la taule.**

\*\*\*\*

*Un aperçu des tags (réalisés les 12 et 23 septembre 2017) pour lesquels ces deux personnes sont inculpées ([voir plus d'infos sur ce sujet](#)):*

[Traduit de l'allemand d'Indymedia Deutschland, 3. Februar 2018]

\*\*\*\***Notes de Traduction :**

[1] Comme souvent, les rimes des slogans en langue d'origine se perdent une fois traduit dans une autre langue. Pour le premier : „Knast für Knast, Stein für Stein, reißen wir die Mauern ein!“ et le deuxième : „Gegen Grenzen und Gesetze, Freiheit geht nur ohne Knäste!“[2] Des feuilles format A5 voir A6, sur lesquelles sont écrits un court texte (une ou deux phrases max)

## Leipzig, Germany: Police Station in Connewitz Attacked with Paint and Rocks



Leipzig, February 3rd, 2018

On the evening of February 2nd, 2018 we attacked the cop station on Biedermann street in Leipzig Connewitz with paint and rocks.

The German police are a major player in the ever-worsening waves of repression against the anti-fascist and anti-authoritarian movements. The so-called ‘police post’ in Leipzig Connewitz was set up in 2014 by the city of Leipzig, in response to attempts by the local residents to fight against rising rents and repression, as well as various attacks against state institutions. The declared goal was to pacify a rebellious district by deploying occupation forces.

The police are by no means ‘friends & helpers’, at least not for the Connewitz population. At most, they are called ‘friends’ by the property owners, who, at the expense of the people living here, are promoting the gentrification of the neighborhood. They assist the fascists when they are attacked. The ‘security’ of the police is security for investors and entrepreneurs.

Those who secure the ruling exploitative society and the continuation of capitalist exploitation, who deport refugees and chase anti-fascists, have no right of residence in Connewitz.

## Defend your neighborhoods against gentrification, fascists and cops!

(via [Chronik](#), translated by [Insurrection News](#))

### **#Berlin: How to fight the #Google-Campus – A Proposal**

Google plans to implant a “Google Campus” in Kreuzberg, Berlin. Resistance against the “Google Campus” is growing. We re-publish the following proposal how to fight the “Google Campus”. The proposal is not only addressed to anarchists, although it is an anarchist proposal.

*Originally published by [The Anarchist Library](#).*

**Note:** *Enough is Enough* is not organizing *any* of these events, we are publishing this text for people across the US and Europe to be able to see what is going on and for documentation only.

### **Berlin: How to fight the Google-Campus – A Proposal**

The question of how to fight or prevent the Google-Campus can be answered in different ways. The answer depends on the perspective of the fight itself. The following proposal is not only addressed to anarchists, although it is an anarchist proposal. It can be shared by all those who not only want to prevent the Google-Campus, but also seek to completely change the conditions we live in. The Google-Campus in Berlin Kreuzberg is just another project of domination seeking to restructure the power of state and capital (among other things digitalisation of the economy, new technology of control and repression, commercialisation of everyday life ...). In Berlin-Kreuzberg this kind of restructuring is most visible in new building projects. Examples are the planned Zalando building on the evicted squat grounds of Cuvrybrache, the new ‘Factory’ at Görli (Europe’s largest start-up complex), the continuing changes on Oranienstraße with the Oranien-Luxury Hotel adding a new quality, or the planned Google-Campus at Ohlauer Straße. In other words, there is a gradual change in the neighbourhood, which is part of a process of refinement of the relations of power as a whole. It is about recognizing property development in Berlin and elsewhere, not just as isolated projects but as global shift in power relations on an economic, political, and social scale. The list of ventures of state and capital is long and one can get caught up trying to resist every single construction project. The decision to pick one project of power, to focus, to go beyond a defensive struggle, to develop an antagonistic project of one’s own, derives above all from an intensification of the quality of the attack on domination – on its profiteers, advocates and servants. This choice marks the fight against all kinds of domination – in Kreuzberg, Berlin, or internationally. The perspective should not be limited to a “neighbourhood struggle”, it should be aimed at a generalized revolt against any rule and authority: the transformation of social conditions. Starting from this perspective, as well as the choice of the target of the attack, the following proposed methods of action against the campus are suggested for a world without domination, exploitation and oppression.

1. Self-Organized
2. Social and Anti-Political
3. Independent and Self-determined
4. Informal organisation
5. Counter Information
6. Direct Attack

## **Self-Organized**

The fight against the Google-Campus should be self-organized. This means that the participants have an immediate relationship with confrontation – without a representative group or person speaking or acting on their behalf. On the contrary, the persons involved organize themselves and act according to their own ideas and capacities, without appealing to the state and capital or to their representatives, such as politicians. This is mainly due to the fact that, by appealing to politicians and those in charge, the action is shifted from their own hands to the political table. The discussion about the prevention of the Google-Campus is then left to those who (as was heard in the Senate) have an interest in the Google-Campus in Berlin or pursue other power-political interests. Just as there should be no dialogue with political parties and those in power, there is no dialogue with the press. The press, whether it reports positive or negative, operates within the logic of the capitalist system. Events and information are made marketable through journalistic processing. What counts is the spectacular character, the sales value of the information. The reporting and communication among each other in the neighbourhood and beyond, should take place through our own projects, e. g. through own flyers, newspapers, posters, discussion evenings, spontaneous demonstrations, meetings and direct actions. If we reject politics to speak in our name we must also refuse to allow the press to write for us. A useful example of something that would stand in the way of self organisation would be to wait for “the big demonstration”. To be self-organized means to think of our own initiatives and then to act instead of waiting until someone else does or organizes this for you.

## **Social and Anti-Political**

The political actions of parties or (political) groups aim at (among other things) the management of protest and the growth of their own (political) power. Quantity, or rather the mass, plays a central role in political calculation – through the masses, political pressure can be exerted and the interests of the respective group can be enforced. In short: the growth and quantity of a protest, as well as the exertion of control over it, is the focus of such a political approach. In order to become a mass movement, the struggle dies, as do many campaigns – with the acceptance of the lowest possible denominator. The anarchist proposal of an anti-political struggle is more of a search for quality thus abandoning the political field entirely. It is not about building a political power, but rather about intervening on a social basis. This kind of intervention should not, however, be subordinated to such a social basis and neither should the agency of the individual be diminished. This autonomy negates the management of a limited goal, it becomes practice through the attack on power relations, with the perspective of social change. Social tension is the starting point here. The fight against the Google-Campus should be related to a social basis in which Kreuzberg or the whole of Berlin is understood as an intervention base and not as an intervention of isolated small groups. The social basis can be felt, for example, through points of contact, meeting places, individual or regular actions and attacks. Also to create an understanding of the struggle against the campus and the associated criticism of power, to facilitate discussions within a conflict and to spread the attacks on a social level. This “social” understanding also reveals the dividing line to campus supporters and control by technology.

## **Independent and Self-determined**

The maintenance of independence should ensure that the struggle cannot

be (so easily) taken over by a group. Not as easily as it destroys power relations caused by representation. Dependence on, for example, political parties and their foundations or media does not extend the scope of action. It concentrates the action framework on an area that is conveniently controllable for (political) power.

Independence and self-determination does not only mean to be autonomous from the state, but also in the individual act itself. This means that an autonomous fight cannot allow any permanent specialists among the participants. This means that an autonomous fight cannot allow (fixed) specialists among the participants. Certainly there are fields of action in which one or other people know their way around better, or it seems useful to divide up some actions. However, this must not lead to the creation of dependencies between specialists among each other. A way to avoid this is to share and spread information and knowledge. Be it about the Campus itself or about different fields of action. It's about taking responsibility and acting on your own.

### **Informal organisation**

On an organisational level we propose informal organisation. This means

that there is no formal group (no centre of struggle against the Google campus) no group identity, and no membership. Instead those participating associate based on their affinity (even if this is just or one action). Informal organisation enables a broad and diverse range of actions to take place and makes it possible without requiring the permission of any particular group. The informal groups are formed on the basis of affinity, relating to shared ideas and a basis of trust

between individuals. The separate affinity groups can be different in their praxis and must not necessarily stand against each other. Such affinity, shared ideas, desires and trust can only be found through a process of 'encountering' one another. This leads us again to the point of a social basis and the creation of (ongoing) spaces and situations that make such encounters possible. Informal organisation requires coordination in order to avoid the isolation of participating individuals and groups. This coordination does not require a centre, rather functioning through the existence of different projects. This newspaper can contribute towards this just as can the Anti Google cafe face2face, larger discussion evenings, regular actions... The goal of the coordination must not necessarily be a collective action. It is rather about a physically visible struggle against the Google campus both for those who are interested and for those who are participating. In the last few months it has become obvious that the progression and plans of both Google and the State would rather be kept hidden. An exchange between comrades makes it possible to spread information about the Campus.

### **Counter Information**

Since resistance against the Google Campus has begun it has become clear that, on the one hand, Google wants to sell itself as a social organisation and as an not having 'bad intentions' and, on the other, that many people don't know much about Google or it's machinations. One of Google's weakpoints is without doubt its image which it defends at all costs through its charm offensive in the neighbourhood. The point here is not to present Google as an evil American multinational but rather to recognise its part in the development and refinement of domination through technology and how this is supported by interested parties linked to politics and economy. This makes it possible to link this struggle against the Google Campus with other conflicts. The counter information, the spreading of information about Google and its research initiatives, is an important point. This must not however remain limited to a small circle of interested people. It should rather take place on various levels in order to avoid attacks on Google being misunderstood and thus leading to a perception of the struggle as a 'small war' taking place between Google and it's enemies. This would both dull the social tension and reduce the likelihood of any kind of social revolt.

## **Direct Attack**

Direct attack means attacking the campus and those in charge of it without detours, for example through state institutions. The question of the legality does not arise, since begging for permission (e. g. for a demonstration) accepts the state structures instead of recognizing their responsibility for the status quo. Thus, the choice of means cannot depend on the framework set by the state. The Google-Campus Berlin can only be prevented if there are widespread attacks against the project. It is not a question of creating a hierarchy of means: a conversation with the neighbour is not “less valuable” than a flyer or a direct attack. Crucial factors are initiative, determination, continuity, personal creativity, and a variety of attacks (which not only affect the building in Ohlauer Straße, but all those responsible for the Google-Campus Berlin). The direct attack does not seek reconciliation with power, but aims to intensify the social tensions that are visible in Kreuzberg. Google tries to gain a foothold in a neighbourhood that is rapidly being pushed to change. To the disadvantage of poorer people and “the excluded”. In the fight against the Google-Campus, different motives are focused on its prevention: from displacement of the neighbourhood, through data abuse of Google, to criticism of power and technology. A “connection” of these motives can be made possible by a shared intensification of a social conflict: the refusal to solve the conflict politically, the resistance against any attempt to control the resistance and the opposition to a pacification of the conflict.

*Anonymous, February 4, 2018*

## **canada**

### **Montréal, Québec : La guerre aux riches en bas de chez eux**

**Dans la nuit du 28 au 29 janvier à Montréal, une luxueuse voiture est partie en fumée dans le quartier Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.**

L’incendie s’est déclaré vers 1h30 dans l’habitacle d’une Porsche, garée sur l’avenue Girouard, près de l’avenue Notre-Dame-de-Grâce. En arrivant sur les lieux, les policiers ont remarqué que la fenêtre avant du côté passager avait été fracassée et que le feu faisait rage à l’intérieur.

Malgré l’intervention des pompiers, l’incendie a été entièrement détruit le bolide. La section des incendies criminels du Service de police de la Ville de Montréal est chargée de l’enquête.

Il n’est pas rare qu’à Montréal les riches fassent les frais de la haine qu’ils sèment, parfois même juste en bas de chez eux.

## **france**

### **A propos du meurtre d'Alexia et des connards qui régissent nos vies.**

A défaut d'apprendre à me détendre j'ai appris à me défendre.

Wesh



Hier soir mon ventre s'est noué quand je t'ai entendu parler à la radio. Quand je t'ai entendu expliquer les faits. Parce que c'est vrai que dans une relation de couple y'a des situations de crises. Bah ouais. Les conflits font partis de la vie. Et que pour toutes situations conflictuelles, c'est plus ou moins violent. Ouais. Mais c'est pas vraiment ça que tu as dit, toi, petit avocat blanc au barreau de Besançon. C'que tu as dit c'est que Jonathan à tué par accident Alexia, lors d'une crise de couple. C'est c'que dit Jonathan, lui ajoute même qu'il regrette, qu'il voulait pas ouin ouin ouin... J'ai presque les larmes qui me montent aux yeux.

Han. Quel sarcasme ! Pardonne moi, mais je manque un peu d'empathie. J'ai pas appris, t'sais.

Tu sais quoi, j'ai le ventre qui se serre, j'ai envie de pleurer, de vomir même. De taper dans les murs, dans ta gueule à toi, à lui, à tous ceux qui ont un jour levé la main sur moi, sur nous. Sur tous ceux qui ont tué, sur tous ceux qui on failli nous tuer, sur tous ceux qui nous ont amoché un peu plus. J'ai envie d'hurler quand j'entend qu'il n'a pas fait exprès de la tuer. Il n'a pas fait exprès... Mais wesh. C'était les mains de qui autour du cou d'Alexia ? Pas fait exprès... Tu fais pas exprès quand tu te trompe dans les horaires d'un bus, quand tu fais tomber un verre par terre mais pas quand tu tue quelqu'unE. Ça n'a pas de sens.

T'as déjà eu peur de quelqu'un toi ? Dis moi. T'as déjà mis tes mains autour de la gorge de quelqu'unE et serré ? T'as déjà vu le regard de la personne en face se remplir de peur, de larme, de vide ou que sais-je encore ? Parce que je crois quand même que ça se voit la peur dans les yeux de quelqu'unE. Je crois que ça se sent même. Alors me parle pas d'accident.

Comment peut-on étrangler accidentellement ? Comment peut-on sous entendre que la violence dans un couple est normale ? Ouais c'est tristement banal. Parce que être "trop chiant" conduit trop souvent à la mort. Parce qu'un verre de trop conduit trop souvent à la mort, ou au mieux au viol. Parce qu'une sale journée conduit trop souvent à la mort, ou au mieux au viol. Parce que ... et j'ai même pas envie de redonner le nombre de femmes qui meurent sous les coups de leur mari/conjoint/amant/connard qui partage leur vie ou leur lit. Je ne veux même pas parler du nombre de femmes qui se font violer chaque jour, du nombre de femmes qui se font agresser, insulter, mépriser, humilier chaque jours... Parce qu'une c'est déjà trop.

Parce que je n'en peux plus d'apprendre des meurtres, des viols, des agressions, de sentir mon ventre se tendre, mes poils s'hérisser. Je n'en peux plus d'avoir la nausée, d'avoir peur de me retrouver en compagnie d'un mec que je ne connais pas. Et pareil avec celui que je connais. D'apprendre que mes potes, amis, amants et amoureux ne valent pas mieux. Même cachés derrière leurs casquette de pro-féministe, mes ovaires ! J'en ai marre d'être triste. Marre, marre, marre.

Parce que j'ai décidé que j'allais cracher un peu mon venin ici, moi la meuf systématiquement pour ne pas dire systématiquement énervée. Parce que ouais après avoir eu le ventre noué, j'ai du éponger les pleurs d'un mec. Comme si je ne l'avais pas assez fait. Apparemment non. Moi la trop méchante, tout le temps en colère. Mais tu crois que j'ai de quoi me détendre ? A défaut d'avoir appris à me détendre j'ai appris à me défendre, ouais. Et ça veut dire quoi se détendre ? Être heureuse, rigoler naïvement et trouver la vie belle ? Parce que moi j'la trouve pas belle la vie. Y'a rien de joli, joli hein. C'est facile de rire de tout, quand on est né avec une bite, qu'on s'est construit en toute quiétude avec, qu'on a la bonne couleur de peau, qu'on a grandi dans un milieu aisé. Ouais ça commence à faire beaucoup de privilèges. Check micro, 1-2, 1-2...

Bref. Ouais du coup moi j'suis pas très contente souvent, même plutôt triste, et énervée c'est vrai. Là j'ai envie de me justifier. D'expliquer encore pourquoi je suis énervée. Mais j'vais me répéter encore. Pour tout c'que j'ai dit et tout le reste que j'vis dans ma chaire. Qui m'bouffe les entrailles. Alors oui, je suis énervée et j'emmerde l'ensemble des gens qui me diront de me calmer. Wesh. J'suis énervée et je le serai tant qu'il le faudra.

Je n'ai pas envie que ça s'apparente à un quelconque règlement de compte. Genre un truc intersoblalbla. Non. Tu peux te sentir visé, toi qui pense pouvoir avoir un droit de regard sur mon existence. Toi, qui m'a un jour marché dessus, qui écrase mes soeurs, piétine mes alliées ou même toi qui te crois suffisamment déconstruit.

Sens-toi visé, on te quitte pas des yeux.

Je t'emmerde, Cordialement.

Une meuf vénère.

## **France : De Portes-les-Valence à Compiègne, feu à la milice de la mairie !**

### **Compiègne (Oise) : Fourgon de la police municipale en cendres !**

Dans la nuit du samedi 3 au dimanche 4 février, un fourgon de la police municipale, garé place de l'Ancien-Hôpital, s'est immolé. Il semblerait qu'il en avait marre d'enfermer des animaux « errants ».



Pendant



Après

### **Portes-les-Valence (Drôme) – Durée de vie du comico de la mairie: 2 ans !**

Peu avant 22h30, vendredi 2 février, un individu a forcé les rideaux métalliques du poste de police municipale avant de péter une vitre pour y jeter un cocktail Molotov à l'intérieur. Le bureau a ensuite pris feu et les flammes l'ont entièrement détruit, et ce malgré l'intervention rapide des pompiers. La maire précise que ça faisait à peine deux ans que ces locaux avaient été mis en service.

[Reformulé de la presse régionale]

## **Des rencards contre les frontières !**

Appel à la création d'un espace de discussion autour du racisme et des politiques migratoires.

Premier rendez-vous le 17 février à partir de 15h au square de la plaine, puis tous les 1er et 3ème samedis du mois. Même heure, même endroit !

Allongement de la durée de rétention, circulaires pour accélérer les expulsions, multiplication du nombre de places dans les centres de rétention (doublement de la capacité d'enfermement du CRA du Canet) et construction de 33 nouvelles tables, militarisation des frontières et des territoires, passage des principales mesures de l'état d'urgence dans le code pénal...

Ce durcissement généralisé (qui entremêle de fait gestion des frontières et militarisation, enfermement et contrôle) ne se passe pas sans heurts. On pense par exemple à la tentative d'évasion qui a détruit une aile entière de la prison début décembre. Quels échos, quelle solidarité(s) apporter à ces actes d'insoumission et de révolte (et aux individus éventuellement poursuivis) ?

**Nous\*** proposons un espace de discussion régulier, invité sur des bases anti-autoritaires : lieu de rencontres, de partage d'infos et d'analyses pour mieux cerner le fonctionnement et les divers rouages de la machine à expulser, et alimenter des dynamiques de luttes autonomes, aussi bien individuelles que plus collectives.

S'il n'y a pas de collectif à la base de l'invitation, on partage quelques envies/idées : le refus de toute médiation et du dialogue avec les institutions (dont les associations qui assurent le côté "humanitaire" de la matraque), une franche hostilité vis à vis des médias et la volonté d'être vigilant-es aux différentes dominations qui pourraient s'exprimer au sein de l'espace (sexisme, racisme, validisme...).

\* le "nous" utilisé ici est constitué de personnes qui ne se mangent pas directement le racisme ni les prisons pour étranger-es, mais qui ont envie de lutter contre, sans parler au nom de quiconque.

contact : [espacecontrelesfrontieres@riseup.net](mailto:espacecontrelesfrontieres@riseup.net)

## Zone à découvrir, extrait d'un carnet de route

Sous l'oeil, pales, de l'hélico, les travaux de débroussaillage, sur la désormais, route sans chicanes, continuent d'élaguer, déroncer, aplanir toute cette nature rebelle qui n'avait fait que croître et embellir en cinq années d'occupation. La redevenue route départementale 281 balafre le territoire, de la lutte, tel un coup de bistouri après une opération de chirurgie esthétique, ratée.

L'unité des habitants s'en trouve questionnée comme si le plus important était de choisir son camp, être normalisable, normalisé, hors normes, voire autre. Tout va trop vite malgré les nombreux espaces d'expression : AG des habitants, du mouvement, des usages, les commissions diverses, le Zadnew, la radio, les chantiers collectifs etc. Même le grand rassemblement, dit de la victoire, du 10 février "Enracinons l'avenir" semble un horizon lointain dont les préparatifs et la logistique, gigantesques, absorbent les journées sous des trombes d'eau, et que les nuits réunissent à tout va. Je suis totalement admirative et estomaquée par la qualité et la quantité de travail fournie pour l'élaboration des propositions : comment imaginer et construire un avenir en commun sur la ZAD.

Qu'elles soient habitants, paysans, citoyens, pour ou contre, c'est toute une intelligence collective qui se déploie durant des heures et des heures. Débattre , argumenter, rassurer, écouter, reprendre en vu d'un accord, d'autres modalités, de suspensions de séance, de nouvelles dates etc.

Justement, la date fatidique du 31 mars est dans toutes les têtes et le mot expulsion plane au-dessus des assemblées. Le gouvernement joue serré et ses menaces soulèvent des suspicions qui minent l'entente et la confiance. D'un même projet, vivre sur la ZAD, émerge de possibles "statuts administratifs " pour les uns, inimaginables pour d'autres. Pour le mouvement, paysans, organisations et citoyens c'est avant tout le moment de reprendre la main pour une gestion concertée de leur territoire. Ce bocage arraché, de haute lutte, 50 ans, au béton et au monde capitaliste toujours plus vorace et fécond en projets inutiles, pour y expérimenter un avenir vivant. Cela ne se fera pas sans les actuels habitants, du bocage, qui souhaitent s'enraciner, quel que soit leur projet de vie. C'est un défi incommensurable que l'ensemble des forces réactionnaires veulent étrangler dans



l'oeuf avec la menace : état de droit-expulsion -normalisation. Plus que jamais la ZAD est une zone à défendre. No pasaran !

Joe

PS : Photos - le fameux phare de la Rolandière construite par le mouvement en lieu et place de la tour de contrôle. Un rêve de gosses ! Disent certains.

Une belle utopie, en acte !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **Le 10 février à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes : Enracinons (un peu plus) le carnaval !**

Ce mois de janvier 2018, le gouvernement a reculé sur toute la ligne ! Plus ? Ils pouvaient pas. Ou alors, ils se mettaient à la retraite. (A poil, diront certains).

Pourtant, le "mouvement anti-aéroport" a courbé l'échine en ouvrant grand ses portes à la préfète et à ses troupes. Alors, toi aussi, tu te demandes : mais comment est-ce possible ? Où sont passés tous nos trublions provocateurs ? La zone a dégonflée ? ZAD alors !

Que nenni mon amie ! La vérité est bien plus bête : alors que nous fêtons dûment notre victoire, nous avons été dépassés par une bande d'ignobles bureaucrates ! Oui, tu as bien entendu : ils existent encore !

On s'est fait moucher l'herbe sous l' pied, et méchant. Faut dire que l'arsenal démocratique a été déployé de façon absolument exemplaire. Juges plutôt :

+ Un petit groupe bien positionné a décidé dans son coin de l'ouverture de la ZAD à l'état, et d'un grand projet agricole avec normes pour toutes et tous.

+ L'a annoncé pendant une conférence de presse, le faisant passer pour une décision collective, mettant tout le monde devant le fait accompli. Quel culot !

+ A effrontément menti à ses alliés, ses soutiens, son public.

+ A formé une majorité molle grâce au chantage, à l'intimidation et à l'impuissance intellectuelle de ses contemporains.

+ A fait passer les mécontents pour des gêneurs, des radicaux stupides ou des idéalistes à côté de leurs pompes.

+ Est passé à l'acte au plus vite, sans concertation, dans la violence et hors champ.

+ A utilisé des naïfs et des furieux pour faire le sale boulot. Bah voyons !

Si tu y étais pas, imagines un ou deux tracteurs autour d'une cabane. Sur le toit, il y a quelques silhouettes désormais bien connues. En bas, une masse inquiétante prête à leur faire passer l'envie de résister. Des coups, des pleurs, de la rage. Plus de cabane. De près, on reconnaît sans peine des techniques policièrement éprouvées.

Les souvenirs remontent. La "victoire du mouvement" ressemble un peu trop à l'opération César au goût de certains d'entre nous. Qu'en sera-t-il de la riposte ?

Moyens techniques et effets spatiaux : rien n'a été ménagé pour émoustiller nos petits réflexes de soumission, mais en vain !

On dirait qu'après 50 ans de luttes, t'en as qu'ont plus les yeux en face des trous et qui finissent par se planter de camp !

Qu'à cela ne tienne !

Résistance et Sabotage n'est pas qu'un vieil adage !

Nous reviendrons plus forts que jamais, histoire de leur rafraîchir la mémoire bien comme il faut !

**Voici l'opération Obélix !**

Une fois encore, nous avons besoin de ton soutien et de ta brillante créativité !

**A partir du 10 février 10h, à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes,**

**Sur la désormais fameuse D281,**

**Partages ton casse-croûte et ramènes ta chicane !**

Ouais, ta chicane !

Et ta peinture ! Et ta musique ! Et ton costume ! Et tes outils !

Et ta révolte, faite de joie et de folie, mon amie !

Qu'une grande fête fasse trembler les vieux débris d'un monde sans goût

et sans avenir !

« *Wesh Diamant !* »

Camille.

P.S : Dans la mêlée, nous avons perdu les clefs du site web. Ouais, c'est pour ça la censure. Donc si t'as une liste mail ou autre sous le clavier, merci de faire tourner l'info ;-@

P.P.S : Ceci n'est pas une invitation à venir faire de la pub' pour ton syndicat ou ton parti. Laisse-le donc là où il s'en est allé (^.^)'''.  
« *Désunis, presque rien. Unis, un bloc.*

*La horde vit au rythme de ses fractures et de ses fusions, se recomposant sans cesse. Je le sens désormais, non plus paresseusement blotti au sein de la pelote de nos fils, mais tresseur de nos liens.*

*Ma sensibilité aux autres s'aiguise, au vent se déploie.*

*Vif est celui qui se dresse et fait face ! »*

Alain Damasio & Eric Henninot,

*La horde du contrevent*

Le tract et l'affiche sont dispo sur le site d'Indymedia Grenoble: <https://grenoble.indymedia.org/2018-02-04-Le-10-fevrier-a-la-ZAD-de-Notre>

## “Phoque the police“Métro Croix-de-Chavaux, Montreuil, février...



“Phoque the police“

Métro Croix-de-Chavaux, Montreuil, février 2018

### **Urgent : appel à Vigilance sur la RD 281**

Aujourd'hui, contrairement à ce qui avait été demandé en échange de la levée du blocage des travaux, une dizaine de poids lourds bâchés des flics sont entrés sur la ZAD, pour « protéger les travaux » qui n'étaient pas bloqués, en fouillant un lieu de vie en passage, ce que nous avons vécu comme une provocation.

Nous appelons tou.te.s les sympathisantes du mouvement contre l'aéroport et pour l'avenir de la ZAD à venir demain pour des rassemblements pacifiques pour veiller à ce que les travailleurs passent sans les flics et pour protéger tous les lieux de vie pour empêcher toute tentative d'expulsion.

Rendez-vous demain (mardi 6) à 7h à Lama Fâché (croisement de RD281 et la route des Fosses Noires)

*Des occupant.e.s de la ZAD*

PS : pour le contexte, [merci de lire le communiqué de ce matin](#).

## **France : De Dijon à Fleury, pas de compassion avec les matons !** **Solidarité avec les prisonniers !**

### **Dijon : Rassemblement devant la taule**

Dans la soirée de dimanche 4 février, un peu plus de 30 personnes se sont retrouvées devant la prison de Dijon avec une banderole disant « *Pas de compassion avec les matons – Solidarité avec les prisonniers* ». Cette action visait donc à se solidariser avec les prisonniers qui ont subi le mouvement d'humeur de leurs bourreaux: [pendant plus d'une dizaine de jours en janvier](#), les matons ont bloqué parloirs, permissions et pour résumé, ont rendu encore plus insupportable les conditions de survie en taule. Quelques insultes ont fusé en direction des matons qui finissaient leur service, histoire de leur rappeler qu'à l'extérieur aussi, on les déteste !

Rappelons qu'une [action de blocage, avec banderole et diffusion de tract, avait eu lieu à Toulouse](#) pour marquer un refus clair de leur monde de barreaux et de gardiens.

[Reformulé de la presse]

---

### **Récit du rassemblement devant la MAH de Fleury-Mérogis, le 27 janvier 2018**

Samedi 27 janvier dernier nous étions une bonne cinquantaine de personnes à répondre par les actes au communiqué<sup>1</sup> rédigé par un collectif de détenus de Fleury-Mérogis deux jours plus tôt. C'est dans le contexte de presque deux semaines consécutives de grève et de blocage des prisons par les maton.ne.s, qu'ils nous expliquent comment se sont détériorées leurs conditions de détention mais aussi pourquoi et comment ils s'y sont opposés.

Bien que le délai de l'appel était extrêmement court (il a été rendu public sur internet moins de 24h avant le moment effectif du rassemblement<sup>2</sup>), la réactivité des personnes solidaires montre que dehors beaucoup d'entre nous sont très attentif.ve.s à ce qu'il se passe en prison en général et la situation de la grève en particulier, a focalisé toutes nos attentions.

Cependant l'enjeu était double. En effet, au delà du nombre, il s'agissait d'une part de montrer aux maton.ne.s que nous savons (au moins une partie de) ce qui se passe en prison ; que ce soit de la plus « simple » humiliation aux passages à tabac par les ERIS, des privations multiples et davantage encore durant la grève aux perquisitions incessantes des cellules : à Fleury (et ailleurs aussi !<sup>3</sup>) les détenus se sont organisés pour ne plus subir et nous nous devons de leur montrer, autant que faire se peut, que nous ne les laisserons pas seuls face à



leurs bourreaux, que nous ne laisserons pas lettre morte à leurs cris de révolte, pour que cela puisse d'une manière ou d'une autre passer au-delà des murs.

Il s'agissait également de propager leur texte à des personnes directement concernées, c'est-à-dire informer les familles qui se rendaient au parloir de ce que nous savions de la situation et en retour, connaître aussi leurs propres témoignages. Peut-être était-ce l'aile de leurs proches ou peut-être pas, peut-être y avaient-ils pris part ou peut-être pas... Qu'importe, il fallait en tout cas que le bruit court, que chacun raconte que des détenus s'étaient organisés et que dehors des personnes sont solidaires.

La situation de tension a d'ailleurs favorisé la communication entre les personnes solidaires et les proches des détenus, dans un brouhaha d'échanges d'informations techniques ou de considérations plus génériques sur la prison, une véritable interaction se met en place si bien qu'à un moment, on ne distingue plus qui vient pour visiter ou qui vient pour hurler !

Même deux gendarmes s'y sont perdus et devant le fourmillement des personnes qui discutent ensemble, tract du communiqué des détenus à la main, ils s'approchent et demandent à quelqu'un (visiblement venu visiter un proche puisque munis du pourtant très reconnaissable sac-cabas réglementaire... Mais on va pas trop leur en demander non plus !) : « Qui est l'organisateur ? ». « On est venus pour les prisonniers » s'exclame quelqu'un. Devant l'ambiguïté de la situation ils répondent que de toute façon il n'y a pas de parloirs : là, c'est la grogne généralisée et la tension ne s'abaisse que lorsqu'un maton-chef vient temporiser la foule en démentant les dires des gendarmes, qui du coup s'en vont tout penauds d'avoir non seulement manqué à leur unique tâche de la journée... mais aussi d'avoir presque déclenché une émeute !

Des banderoles sont alors déployées, sur l'une d'elles on pouvait lire « Crève la taule ! Liberté pour toutes et tous ! ». Un chasuble de FO-pénitentiaire qui traînait est mis au feu et un enfant, habituellement désœuvré pendant les longues heures d'attente pour les parloirs, s'amuse à faire en sorte qu'il ne s'éteigne surtout pas pendant que sont hurlés ou bien chantonnés des slogans tels que : « Maton, maton, si t'as peur : il est grand temps de devenir chômeur » ; « Brique par brique, maton après maton : détruisons toutes les prisons » ; « Olélé, olala, solidarité avec les prisonnier-e-s ! » ; « Contre la grève des matons : crève crève un maton / solidarité avec les prisonniers » ; « Les prisons en feu, les matons au milieu ! » ; « Solidarité avec les prisonniers, et leurs familles, et leurs ami-e-s ! ».

Après plus de deux heures de rassemblement les gens se sont réunis pour discuter de la suite, enthousiastes de la réussite de cette initiative. On s'est dit qu'en cas de reprise de la grève on se retrouve même heure, même endroit. Certains proposaient également de faire prochainement une assemblée pour s'organiser contre la prison, au delà du mouvement des maton.ne.s...

A suivre...

*Des participant.e.s, toujours présent.e.s contre les prisons et les matons !*

[Publié sur indymedia nantes, lundi 5 février 2018]

## **Récit du rassemblement devant la MAH de Fleury-Mérogis, le 27 janvier 2018**

Samedi 27 janvier dernier nous étions une bonne cinquantaine de personnes à répondre par les actes au communiqué<sup>1</sup> rédigé par un collectif de détenus de Fleury-Mérogis deux jours plus tôt. C'est dans le contexte de presque deux semaines consécutives de grève et de blocage des prisons par les maton.ne.s, qu'ils nous

expliquent comment se sont détériorées leurs conditions de détention mais aussi pourquoi et comment ils s'y sont opposés.

Bien que le délai de l'appel était extrêmement court (il a été rendu public sur internet moins de 24h avant le moment effectif du rassemblement<sup>2</sup>), la réactivité des personnes solidaires montre que dehors beaucoup d'entre nous sont très attentif.ve.s à ce qu'il se passe en prison en général et la situation de la grève en particulier, a focalisé toutes nos attentions.

Cependant l'enjeu était double. En effet, au delà du nombre, il s'agissait d'une part de montrer aux maton.ne.s que nous savons (au moins une partie de) ce qui se passe en prison ; que ce soit de la plus « simple » humiliation aux passages à tabac par les ERIS, des privations multiples et davantage encore durant la grève aux perquisitions incessantes des cellules : à Fleury (et ailleurs aussi !<sup>3</sup>) les détenus se sont organisés pour ne plus subir et nous nous devions de leur montrer, autant que faire se peut, que nous ne les laisserons pas seuls face à leurs bourreaux, que nous ne laisserons pas lettre morte à leurs cris de révolte, pour que cela puisse d'une manière ou d'une autre passer au-delà des murs.

Il s'agissait également de propager leur texte à des personnes directement concernées, c'est-à-dire informer les familles qui se rendaient au parloir de ce que nous savions de la situation et en retour, connaître aussi leurs propres témoignages. Peut-être était-ce l'aile de leurs proches ou peut-être pas, peut-être y avaient-ils pris part ou peut-être pas... Qu'importe, il fallait en tout cas que le bruit court, que chacun raconte que des détenus s'étaient organisés et que dehors des personnes sont solidaires.

La situation de tension a d'ailleurs favorisé la communication entre les personnes solidaires et les proches des détenus, dans un brouhaha d'échanges d'informations techniques ou de considérations plus génériques sur la prison, une véritable interaction se met en place si bien qu'à un moment, on ne distingue plus qui vient pour visiter ou qui vient pour hurler !

Même deux gendarmes s'y sont perdus et devant le fourmillement des personnes qui discutent ensemble, tract du communiqué des détenus à la main, ils s'approchent et demandent à quelqu'un (visiblement venu visiter un proche puisque munis du pourtant très reconnaissable sac-cabas réglementaire... Mais on va pas trop leur en demander non plus !) : « Qui est l'organisateur ? ». « On est venus pour les prisonniers » s'exclame quelqu'un. Devant l'ambiguïté de la situation ils répondent que de toute façon il n'y a pas de parloirs : là, c'est la grogne généralisée et la tension ne s'abaisse que lorsqu'un maton-chef vient temporiser la foule en démentant les dires des gendarmes, qui du coup s'en vont tout penauds d'avoir non seulement manqué à leur unique tâche de la journée... mais aussi d'avoir presque déclenché une émeute !

Des banderoles sont alors déployées, sur l'une d'elles on pouvait lire « Crève la taule ! Liberté pour toutes et tous ! ». Un chasuble de FO-pénitentiaire qui traînait est mis au feu et un enfant, habituellement désœuvré pendant les longues heures d'attente pour les parloirs, s'amuse à faire en sorte qu'il ne s'éteigne surtout pas pendant que sont hurlés ou bien chantonnés des slogans tels que : « Maton, maton, si t'as peur : il est grand temps de devenir chômeur » ; « Brique par brique, maton après maton : détruisons toutes les prisons » ; « Olélé, olala, solidarité avec les prisonnier-e-s ! » ; « Contre la grève des matons : crève crève un maton / solidarité avec les prisonniers » ; « Les prisons en feu, les matons au milieu ! » ; « Solidarité avec les prisonniers, et leurs familles, et leurs ami-e-s ! ».

Après plus de deux heures de rassemblement les gens se sont réunis pour discuter de la suite, enthousiastes de la réussite de cette initiative. On s'est dit qu'en cas de reprise de la grève on se retrouve même heure, même endroit. Certains proposaient également de faire prochainement une assemblée pour s'organiser contre la prison, au delà du mouvement des maton.ne.s...

A suivre...

Des participant.e.s, toujours présent.e.s contre les prisons et les matons !

## **BURE/BAR-LE-DUC – LE 13 FÉVRIER – 9h SOYONS Tous-tes au carnaval des procès absurdes, pour le Carnaval des Hiboux !**

[reçu par mail ]

Le 13 février, à 9h, à Bar-le-Duc, nous appelons à être massivement présent-e-s pour faire face au « procès de la chute du mur ». Nous étions plus de 500 le 14 août 2016 pour abattre l'immense mur de béton « anti-occupation » que l'Andra avait installé, pour tenter de contenir la contestation et empêcher de lui reprendre le bois Lejuc. Pour beaucoup de personnes, cette journée a été transformatrice et aujourd'hui encore les mots manquent pour décrire ce qui s'est passé en chacun-e des participant-e-s. Ce n'est pas tout les jours qu'on abat un mur gigantesque pour empêcher l'installation d'un désert nucléaire, pas si souvent qu'on ressent la beauté de faire partie d'une force collective. Surtout, ce mur à terre a fait fleurir nos rêves dans ce bout de Meuse où, chaque mois, de nouvelles personnes s'installent et où les arbres du bois Lejuc sont toujours bien vivants – et habités.

Un an et demi plus tard, en guise de vœux de bonne année, le procureur cite à comparaître 2 personnes pour leur faire payer toute l'amende de ce geste collectif de sabotage assumé et joyeux. C'est une manœuvre de plus dans sa stratégie systématique (et de plus en plus rapide) d'asphyxie de la lutte par le bruit de bottes et les robes noires des prétoires. Le même jour, un autre camarade devra répondre d'avoir « atteint à l'honneur » du commandant Bruno Dubois, [en déclarant s'être fait étranglé par lui lors de son arrestation le 18 février 2017](#), lors d'une autre grande manifestation devant les grilles de l'Andra.

Si chaque [moment de la répression policière](#) ou judiciaire que nous vivons depuis des mois est l'occasion d'affirmer une solidarité sans faille, ce procès du 13 février est hautement symbolique : en essayant de faire payer la « chute du mur » à 2 retraités, c'est le procès de tout « l'été d'urgence 2016 » que l'Andra veut faire, celui de tout le mouvement multiforme de résistance à la poubelle nucléaire qui s'y est ré-affirmé depuis, et la possibilité de sa contagion large en Meuse envers des gens très différents. Ils veulent comme d'habitude nous faire peur, nous isoler, nous diviser. Mais ils ne nous atomiseront jamais.

Nous étions là (physiquement, ou en soutien) lors de la chute du mur le 14 août 2016 : nous serons là le 13 février !

Nous sommes toutes des tombeurs de murs !

L'appel plus complet est ici :

<https://vmc.camp/2018/01/27/1302-a-9h-face-au-festival-des-proces-absurdes-tou-te-s-a-bar-le-duc-pour-le-carnaval-des-hiboux/>

Appel à contribution pour un livre d'or de la chute du mur :

<https://vmc.camp/2018/01/24/appel-a-contribution-pour-un-livre-dor-de-la-chute-du-mur/>

Transférez et faites tourner ce message, parlez en à vos ami-e-s, vos frères et sœurs, vos parents, à tous-tes celles et ceux qui veulent lutter contre l'atomisation sous toutes ses formes, et inventer des vies plus belles sur les pans de murs à terre des ruines du vieux monde !

Infos : vmc.camp / Contact : [sauvonslaforet@riseup.net](mailto:sauvonslaforet@riseup.net)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **[Nantes - 6 fév] Récit de la mobilisation contre la sélection à l'université - "Nassé.e.s comme jamais"**

Dans un mouvement d'euphorie et d'émotion collective, malgré une certaine confusion, l'assemblée décide de partir débrayer les autres campus universitaires, afin de partir toutes et tous ensemble en manifestation. Une première incursion dans le campus Tertre. Des chants, des slogans, des sourires parsèment les couloirs de la fac, égayant des lieux devenus bien mornes. Tout en grossissant au fur et mesure des amphithéâtres zébrés, le cortège s'élance à l'assaut de la faculté de sociologie, puis en langue, puis en droit où la sécurité à tenter d'interpeller violemment un étudiant qui aurait déclenché l'alarme incendie. Le silence des couloirs et des amphithéâtres où règne la solitude des étudiant.e.s précarisé.e.s et isolé.e.s s'est vu brisé par le rassemblement spontané des étudiant.e.s, prof, personnels de l'université.

C'est donc un cortège de plus de 800 personnes qui s'élance vers la fac de science. De retour pour jouer un mauvais tour, l'alarme incendie est déclenchée, et une prise de parole devant les étudiant.e.s en blouse blanche convainc certaines personnes à se joindre à nous. Ce mouvement d'émulsion collective, où l'on se découvre, où l'on se parle, où l'on reprend des slogans ensemble, se confronte une nouvelle fois à un dispositif policier délirant. La nouvelle préfète a bien décidée de nous interdire toute manifestation vers le centre ville. La stratégie du pouvoir est claire : empêcher toute possibilité de contestation. Nous savons depuis toujours, que nous étudiant.e.s sommes de potentielles étincelles dans les luttes sociales. Le mouvement du printemps 2016 l'a bien prouvé. Craignent-ils un nouveau mai 68 ?

Un hélicoptère, la BAC, la CDI, des gendarmes mobiles, des CRS mais aussi des agents de la DGSI, ont été déployés une nouvelle fois. Un dispositif hallucinant, et dans l'illégalité quand des policiers chargent, gazent et matraquent directement sur le campus de science. Une foule d'étudiant.e.s gazée et matraquée, sans n'avoir été violente. Et quand bien même. Dans la colère, spontanément, des jeunes chantent "liberté, liberté, de manifester". Un symbole de ce nouveau pouvoir sûr de lui, ultra sécuritaire, qui nous laisse pour seul droit de manifester, d'être nassé.e.s entre deux campus, encerclé.e.s par une centaine de policiers, cagoulés, armés. Une seconde AG de 200 personnes s'est rassemblée une nouvelle fois pour discuter de jeudi et pour débriefer ce qu'il venait de se passer.

Nous pensons qu'il est inacceptable que la préfète agisse ainsi. Nous ne pouvons tolérer que la police viennent répandre sa terreur jusque dans nos facs. La police est déjà trop présente dans nos vies, au travail, dans nos quartiers, dans les trams, dans les rues, partout. Nous demandons aux professeur.e.s et au personnel de l'université de se montrer solidaires face à la répression silencieuse que nous subissons.

Voulez-vous une université sélective et élitiste, où la police peut gazer et matraquer tout étudiant.e protestant contre la politique mortifère des gouvernements ?

**Nous ne nous laisserons pas faire, nous continuerons à nous mobiliser. Rien n'est fini, tout commence !  
Du rectorat au centre ville, on les aura !**

RDV : Mercredi 7 février à 12h en Censive pour le comité de mobilisation, suivi d'un atelier création de banderoles.

RDV : BLOCAGE : Jeudi 8 février. Rendez-vous 6h devant le Pôle Étudiant pour bloquer la fac et faire vivre le mouvement.

RDV : Mardi 13 février à 12h en Censive pour se retrouver en Assemblée Générale et discuter de la suite du mouvement.

## **Quand la maison de la grève défonce chicanes et cabanes.**

Ce qu'on a pu voire suite à ce putsh, ce sont de prétendus insurrectionnalistes prendre un malin plaisir revanchard, à visage découvert, à détruire les chicanes et les cabanes de la D281.

On a pu les voire dès le lundi matin (clin d'oeil probablement), visage lumineux, à détruire toutes le chicanes. Certains semblaient même tirer beaucoup de joie (ils aiment ça la "joie", en bon marchand de rêves heu d'imaginaire) à s'attaquer aux restes de Bison Futé. La matinée passée, ils revinrent jouer les gros bras côte à côte avec la confédération paysanne 44 (\*), pour imposer la destruction de la cabane du sabot, malgré l'engagement collectif arraché le matin même à laisser les habitant.e.s de la zone de l'Est la démonter proprement le lendemain. Il a fallu batailler pour que cet engagement soit tenu.

Après cette journée il ne restait plus grand chose, hormis la cabane de lama fâché. Le ministère de l'intérieur avait accepté qu'elle reste mais voyant de son hélicoptère l'opportunité d'accentuer les divisions au sein du mouvement, il a finalement imposé sa destruction. Bien sûr selon les dires des chefs (sur la ZAD on appelle ça "composantes"), il ne s'agit toujours pas de négociation avec les autorités. Ça c'est plus tard. Il s'agit en fait d'appliquer leur décision (aux autorités et aux chefs).

Alors dès jeudi matin on a pu voire la maison de la grève, mobilisée, bâtons dans le coffre, se pointer soutenir certains de leurs potes de la ZAD pour détruire cette dernière cabane.

Toujours mode gros bras et sans aucun respect pour les gens pour qui elle était un lieu chargé d'histoires. Comme pour la destruction de la cabane du sabot, une bande de spectateurices des comités de soutiens à l'ACIPA étaient là. Le comité de la maison de la grève et leur potos de la ZAD furent à la pointe de ce sinistre moment en grimpant sur la cabane et en commençant à la "démonter" avec acharnement. Sans elleux, pas dit que cette entreprise de destruction ait été si facile.

Salutations et respects aux habitant.e.s de la route et de se abords, pour le calme et le sang froid dont ils et elles ont fait preuve. Il aura quand même fallu hausser le ton pour que les agents du parti de l'ordre imaginaire se

cassent et laissent encore une fois (comme pour la cabane du sabot) les habitant.e.s de la route s'occuper de la démonter proprement.

On pourrait parler de monde à l'envers si à force de les cotoyer dans cette lutte et ailleurs ça n'est même plus une surprise pour grand monde. Mais tout de même, ramper devant la préfecture et en être à ce point le bras armé, il semble qu'avec la victoire les masques tombent. Comptez sur nous pour que ça ne se passe pas sans bruit, ni pertes et fracas. Il fallait que ça se sache.

Marche au pas à l'école

Marche au pas à l'armée

Marche ou pas sur la ZAD

(\*) dont la réputation n'est tellement plus à faire qu'elle en a perdu la chambre d'agriculture et veut donc faire son beurre électoral sur le dos de la ZAD pour la regagner. Le choix des alliances dévoile la moisissure qui vient.

## Zad will survive

### **Ne pas laisser la victoire...**

Il n'y aura pas d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes », disions-nous souvent, pour démontrer notre entêtement, pour en faire une prophétie. Le 17 janvier, cet énoncé a été inscrit en lettres capitales dans un pays entier. C'est maintenant une phrase toute bête, mais qui signe un fait historique d'une ampleur inégalée ces 40 dernières années : la première grande victoire politique de toute une génération. Il aura fallu remonter à la lutte des paysans du Larzac pour lui trouver un équivalent, tant notre présent en est avare. Et c'est un mauvais comparant, puisqu'ici, c'est contre une succession de gouvernements hostiles que nous l'avons emporté, sans qu'aucun candidat n'inscrive l'abandon dans son programme. Sans excès de pacifisme, également, ce que n'ont pas manqué de souligner les chroniqueurs s'en référant au statut emblématique de zone de « non-droit » de la zad et à sa défense acharnée en 2012. Il serait erroné de croire que seules les pierres et les barricades ont permis de gagner. Pourtant c'est bien leur usage qui a rendu la décision d'abandon à la fois aussi impérieuse et aussi dure à avaler pour Macron. « Céder la zad aux radicaux », voilà ce que les éditorialistes ont reproché au Président, occultant le fait qu'un mouvement de lutte dans son entier ait bataillé un demi-siècle durant en usant de toutes les formes de résistance légales ou illégales. Pour éviter l'humiliation, l'État a donc monté une pièce de théâtre un peu branlante : une médiation, d'abord, puis une foule de réunions avec les élus locaux, et enfin le mime d'une expulsion avortée, pour faire oublier ses menaces, ses renoncements, ses reniements, pour étouffer le « oui » vainqueur à la consultation de 2016, bref le caractère scandaleux d'une telle déculottée. Malgré tous ces efforts, la victoire scintille au milieu des ordures médiatiques et politiciennes. Elle n'a eu à dire que deux petits mots : « Et toc ! »

Ce que ces mots font de bien dans une époque où tout nous porte à croire qu'il est vain de se battre, chacun peut le sentir. Leur insolence est proportionnelle à la pression constante pesant sur le bocage depuis presque une décennie, ou au sein des manifestations de rue dans les villes de France. Le 17 janvier, des messages nous sont parvenus de toute l'Europe, tant l'expérience de la zad est emblématique, du fait de sa durée, de sa consistance, de sa capacité d'agrégation et de son audace. Mais ce qui nous toucha plus encore, ce furent les accolades que nous donnèrent les anciens sous le hangar de la Vacherit, celles et ceux qui avaient gagné au Pellerin, au

Carnet, à Plogoff et qui levaient leurs verres au retour de cette saine peur des notables de ne plus pouvoir mener leurs grands projets dans ce pays.

### **...au bord de la route**

Pourtant, il n'est pas simple de gagner. D'autant que dans une volonté de revanche quasi unanime, journalistes, élus et entrepreneurs s'accordaient à dire que si l'État devait abandonner ce projet d'aéroport, il fallait au moins que cela permette dans la foulée de se débarrasser des « zadistes ». Il s'agissait alors d'appuyer sur ce qui aurait pu enfin isoler les occupants illégaux de leurs voisins, de leurs camarades paysans, naturalistes et syndicalistes. Ainsi, la Préfecture nous a-t-elle enjoins de démonter tout ce qui obstruait la D281, sous peine d'une intervention policière immédiate dont le périmètre demeurait délibérément flou. Les gardes mobiles étaient stationnés dans les environs, contrôlant les véhicules dans les bourgs jouxtant la zad. Cette injonction avait des accents pour le moins cocasses, puisque c'est la même Préfecture, en 2013, qui avait fermé cet axe, rouvert immédiatement par le mouvement. Mais cette route n'est pas simplement un axe, c'est un symbole. Chargé de notre histoire avec ses fameuses chicanes à la fois poétiques et chaotiques, ses dessins meulés dans le goudron, ses ronces qui regagnent sur le bitume, ses usages improbables... et les désaccords qu'elle engendrait cycliquement entre nous. Car si elle était ouverte à la circulation, elle n'était pas toujours facile à emprunter, notamment pour les paysans qui peinaient parfois à y faire passer leurs machines agricoles. Elle générait également angoisses et rancœurs de la part de nombre de nos voisins, du fait de comportements parfois hostiles de certains barricadiers, et beaucoup se sont résignés à ne plus l'emprunter. Une fois l'abandon prononcé, il devenait impossible de continuer à défendre avec force les chicanes de la route alors que les villageois se prononçaient pour son ouverture totale et qu'une partie très importante du mouvement estimait ce geste nécessaire afin d'être en position de maintenir une lutte pour l'avenir de la zad. L'État a donc tenté de jouer sur ce point de discorde pour ne pas totalement perdre la face. Nous étions alors nombreux à nous dire que si nous ne rouvrons pas la route, l'intervention promise était fort probable. Elle aurait offert au gouvernement le récit dont il rêvait : les fameux « 50 radicaux » dont la presse faisait ses choux gras, à côté des barricades, coupés du reste du mouvement qui refusait de s'engager à ce sujet. Cela aurait pu ensuite servir de tremplin à des arrestations ou à l'expulsion de certains habitats. Dans les jours qui ont suivi l'abandon, le déblayage de la D281 est devenu le point nodal autour duquel se jouerait l'éclatement définitif du mouvement ou la possibilité de le voir croître et perdurer au-delà du 17 janvier. Devait-on prendre le risque de tout perdre - l'expérience de la zad, une défense unie des lieux occupés, un avenir commun avec les autres composantes – pour un symbole ? Nous avons en assemblée décidé que non, sans possibilité pour cette fois de parvenir à un consensus. Certains ont très mal pris cette résolution, et il a fallu de longues discussions, tournant souvent à la franche engueulade, pour finalement démonter les deux cabanes construites sur la route. L'une d'elles est en reconstruction dans un champ bordant la D281. Mais les tensions autour de la route et des travaux de réfection subsistent.

Il importe pourtant pour l'avenir immédiat que ce démontage ait été l'occasion de renouveler une promesse solennelle prononcée par toutes les composantes : si nous étions à nouveau en danger imminent d'expulsion, tous s'engagent à venir rebarricader les routes qui mènent à la zad. Et cela aussi souvent que nécessaire. C'est ainsi que le mouvement répond par le haut à la fois à ses dissensus internes et au pouvoir, pour qui la D281 peut servir à son tour de symbole pour énoncer un « retour à l'ordre ». Symbole factice car la zone est toujours occupée, mais leurre suffisant pour que l'État accepte l'ouverture de négociations sur l'avenir des lieux. En ce qui nous concerne, nous retenons de cet épisode difficile une démonstration supplémentaire de la volonté de ceux qui ne sont pas occupants de s'engager pour continuer avec nous après l'abandon. Ce n'était pas une évidence à l'heure où l'objectif initial de certains avait été atteint. Ce l'est d'autant moins quand les relations

humaines se crispent durement. Mais la continuité de la présence de ces camarades marque, plus que jamais, le désir de futur commun. Ce désir autrefois improbable a pris corps au cours des années de danger et de défis partagés, de chantiers et de fêtes. Autant d'expériences sensibles qui ont bouleversé les prêts-à-penser politiques et les frontières de chaque composante. Autant de refus de se résigner à un simple retour à la normale. Cependant, il ne faut pas considérer ce désir de continuer au-delà de l'aéroport comme un acquis, mais comme un équilibre fragile dont nous devons prendre soin, car c'est lui qui alimentera maintenant la lutte.

### **Foncier droit devant nous**

Bien que nous ne soyons pas habitués à vaincre, nous ne sommes pas pris de court par la victoire contre l'aéroport. Nous avons eu il y a des années déjà une intuition fondamentale : une victoire, cela se construit. Ainsi, bien qu'elle ait constitué une forme de rupture, ce qu'elle met en branle avait été réfléchi par le mouvement dès l'issue de l'opération César. Nous n'avons pas à inventer dans l'urgence ce que nous voulons arracher, le texte des « six points pour l'avenir de la zad » l'avait énoncé dès 2015. C'était un glissement fondamental : d'une lutte contre un projet, nous passons lentement à une lutte pour pérenniser et amplifier ce que nous avons édifié sur ce territoire au travers du combat. Et depuis le 17 janvier, c'est l'horizon commun que nous partageons.

Pour y parvenir, nous pouvons désormais nous appuyer sur la légitimité que nous venons d'acquérir : il a été admis que nous avons raison. De nombreuses conséquences en découlent. Par exemple, la défense inconditionnelle de l'amnistie pour tous les inculpés du mouvement anti-aéroport. Mais aussi et surtout un principe simple : celles et ceux qui ont permis que ce territoire ne soit pas détruit sont les plus à même de le prendre en charge.

La fin de la Déclaration d'Utilité Publique le 9 février bouleverse le statut des terres de la zad. Sur les 1650 hectares de l'emprise aéroportuaire, 450 sont cultivés de longue date par les paysannes et paysans résistants qui entendent bien retrouver leurs droits. 270 ont été arrachés à la gestion de la Chambre d'agriculture par le mouvement pour y mener des expériences agricoles collectives. Et 530 hectares de terres sont toujours redistribués temporairement aux agriculteurs qui ont signé un accord amiable avec Vinci. À ce titre, ceux-ci avaient touché des compensations financières et obtenu pour certains des parcelles en dehors de la zone. Pourtant, ils continuent à exploiter et à percevoir la PAC sur ces terres qu'ils ont cédées à Vinci, touchant ainsi le beurre et l'argent du beurre. Les plus avides pourraient dorénavant revendiquer la priorité sur de futurs baux et profiter des terres sauvées de haute lutte par le mouvement pour agrandir leur exploitation. Par ailleurs, les anciens propriétaires en lutte qui ont refusé tout accord avec Vinci pourront retrouver leurs biens expropriés et choisir de leur redonner un usage classique, ou plus collectif en les faisant entrer dans une entité foncière commune. La bataille pour les terres se place donc au cœur de la lutte pour les mois voire les années à venir.

Le défi qui se pose maintenant au mouvement de manière brûlante tient à la possibilité d'une gestion collective sur la surface la plus importante possible et de prévenir un risque d'éclatement. Car si la surface de la zad se trouvait par trop morcelée, la conséquence pourrait être la fin progressive de la force commune qui bouillonne ici, pour faire place à une somme éparpillée d'individus ou de groupes poursuivant chacun des objectifs propres. On imagine que les plus isolés pourraient être expulsés, et que d'autres seraient acculés à rentrer petit à petit dans les cadres économiques que la zad a si bien su faire exploser jusqu'ici. Une portion importante des terres pourrait repartir à des formes d'agriculture productivistes et peu soucieuses de l'adéquation qui s'est trouvée ici entre les activités humaines et le soin du bocage. Et ce sont bien sûr les institutions agricoles classiques qui les reprendraient en main. C'est pourquoi dès ce printemps nous devons continuer à occuper de nouveaux terrains



et à y installer des projets à même de rabattre la convoitise des « cumulards » et l'arrogance des gouvernants qui menacent d'expulser des lieux de vie dès le 1er avril.

C'est pourquoi nous avons également l'ambition de faire entrer les terres de la zad dans une entité issue du mouvement de lutte. La décision consistant à lui donner une forme légale est l'aboutissement de discussions entre les composantes et l'assemblée. C'était le choix que nous pouvions assumer tous ensemble, en conciliant les objectifs des uns et des autres, et donc en maintenant un rapport de force dans le futur. Cette entité viserait à englober le fourmillement de la zad pour en maintenir la richesse, véritable manteau sous lequel les marges d'invention et de liberté pourraient continuer à se développer. Elle ne serait qu'une forme, la plus cohérente possible bien sûr avec nos désirs. L'essentiel résidera encore et toujours dans la manière dont on habite à la fois cette forme et ce territoire.

Ce choix de se diriger vers une assise légale a été pour beaucoup ici contre-intuitif, remuant au plus profond les prérequis politiques d'une bonne partie des occupants. Il nous a obligés à nous demander sérieusement ce à quoi on tenait. À nous demander ce qui permettrait encore à l'avenir d'assurer la pérennité de toutes les activités et de tous les lieux de vie. Nous sommes certains que ces questions complexes ne se résolvent pas par des diatribes déifiantes sur la trahison supposée des uns ou des autres et par un fatalisme radical sur des lendemains aseptisés. Nous ne pouvons nous satisfaire des prophéties auto-réalisatrices qui prédisent que les expériences de commune libre finissent à tout coup écrasées ou réintégrées. Nous pensons au contraire qu'il s'agit, dans ce moment de basculement, de discerner ce qui permettra au mieux une fidélité aux promesses que l'on s'est faites pas à pas sur l'avenir. Le pari en cours est loin d'être encore gagné. Il nécessite une confiance inouïe entre nous, entre les composantes, les personnes. Confiance dans nos buts, dans nos pratiques, et dans le respect que chacun leur porte. Une telle confiance est un fait rare de nos jours. Nous sommes bien conscients du fait que toute légalisation comprend bien évidemment des risques de normalisation. Mais ce que l'on envisage prend plutôt le chemin inverse : créer des précédents qui continuent à repousser le seuil de ce que les institutions peuvent accepter. En espérant que ces coins enfoncés dans la rigidité du droit français servent à bien d'autres que nous à l'avenir. C'est parce que nous croyons en cette hypothèse que nous avons décidé d'aller défendre notre vision de l'avenir de la zad face à l'État au sein d'une délégation commune regroupant toutes les composantes. Ceci plutôt que de laisser place à des tractations séparées qui pousseraient ceux qui s'y prêteraient à la défense d'intérêts singuliers et donc parfois clivants. Cette délégation sera l'émanation des assemblées du mouvement, qui continueront, parallèlement, à mener les actions nécessaires pour arracher ce que les négociations n'assureraient pas.

### **Des usages assemblés**

Le poêle soudé dans un chauffe-eau ne parvient pas à tiédir l'atmosphère de la grande salle de la Wardine. La centaine de personnes prend place, qui dans un canapé, qui sur un banc. Derrière leur cercle tirant sur l'ovale, les murs entièrement recouverts de peintures renvoient à une ambiance plus proche du concert punk que de la réunion. La petite foule est bigarrée, en âge, en style, en mode de vie. Une paysanne prend la parole. Sa ferme se situe à une trentaine de kilomètres de la zad, pourtant, lorsqu'elle évoque ces 1650 hectares, on pourrait croire qu'elle y est née et qu'elle compte y finir sa vie. C'est comme ça qu'elle en parle, c'est à ce point qu'elle y tient.

On dit souvent « le territoire appartient à ceux qui y vivent », pour marquer une rupture avec les velléités technocratiques de l'État. Ici, c'est bien plus que ça. Il appartient à un mouvement, non par la propriété, mais par le combat. Et depuis l'abandon, la salle de l'assemblée est toujours aussi pleine, remplie de ces gens qui

formeront le cœur non pas juridique, mais réel, de l'entité que nous appelons de nos vœux et qui lutteront pour que les façons de vivre que l'on a bâties ici perdurent et s'approfondissent. Ces dernières reposent sur un type de partage pour le moins inhabituel.

S'il existe en effet un endroit où la possession de capital n'est pas source d'orgueil et de valorisation, c'est bien cette zone. Beaucoup de choses y sont d'ailleurs gratuites, on peut utiliser des tracteurs, des outils ou des livres sans jamais mettre la main à la poche. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas comme partout circulation de monnaie. C'est son usage qui diffère, et son symbolisme : nous voudrions que payer ne soit pas le remboursement facile d'une absence d'implication dans le commun, un dédouanement. S'il y a un peu d'argent, donc, il y a par contre une lutte acharnée et quotidienne contre la logique économique qui voudrait que chaque geste entre dans un calcul de valeur. Nous tentons au contraire de lui substituer nos liens, nos attachements, la confiance et un certain sens de l'engagement. La réciprocité scrupuleuse n'est pas exigée, car les échanges ne sont pas pensés à l'échelle individuelle, mais à celle du territoire. Si le boulanger donne un pain à une personne du zad social rap, il ne calcule pas à combien de couplets se chiffre sa farine. La première ligne de comptabilité des services rendus n'a pas encore été écrite. Évidemment, rien ne nous garantit que tous jouent le jeu ; c'est à la fois un pari et une question d'équilibre. Le soin apporté à la qualité des relations et des perspectives communes conjure bien mieux l'économie que le bannissement du moindre euro...

C'est ainsi que l'on conçoit la production, mais aussi l'espace : les prés, les forêts, les fours à pain, les ateliers... Comme des communs. Cela ne veut pas dire que tout est indifféremment à tous. Celles et ceux qui ont construit, qui entretiennent ou utilisent régulièrement des espaces, s'y projetant pour plusieurs années, n'ont évidemment pas le même poids quand il s'agit de décider ce qui y adviendra. L'usage vient empêcher que le chaos ne prenne la place de la propriété. Parallèlement, le mouvement déploie son inventivité afin que les besoins des nouveaux venus désirant s'impliquer soient satisfaits. La bataille qui s'ouvre aujourd'hui n'est donc pas uniquement un combat pour les terres, pour le foncier, mais surtout pour faire vivre cette manière de les partager, et redonner ainsi un tout autre sens à l'idée de travail ou d'activité. Et ce faisant elle dépasse de loin les seuls 1650 hectares de la zad.

### **Demain, c'est pas loin**

Il y a quelques mois, en passant le long du chemin de Suez, on pouvait entendre des chants résonner en Basque, en Breton, en Italien, en Occitan, en Polonais, et parfois même en Français. Ils émanaient du chantier de l'Ambazada, un double hangar destiné à devenir l'ambassade des luttes et des peuples du monde entier à la zad. Cette idée a vu le jour au sein du comité de soutien basque, qui a organisé des « brigades » venues nombreuses participer à la construction de l'édifice avec des occupants. Des groupes pourront y passer quelques jours ou semaines, y parler de leurs combats, s'y organiser avec nous, tout en buvant un verre au bar. Nous pourrions y approfondir la coordination entre les luttes territoriales qui s'est formée l'an dernier, et ainsi être plus forts, nombreux et organisés partout où un projet menace une contrée.

Ces dernières semaines, nous entendons beaucoup parler d'une pacification de la zad, et de son avenir de « zone agricole alternative ». Il ne serait plus à l'ordre du jour de lutter ici puisqu'aéroport il n'y aura pas. D'autres disent que désormais, Notre-Dame-des-Landes pourrait devenir une base d'appui matérielle pour les autres luttes, puisque le front a disparu. Nous préférons quant à nous ne pas opposer front et base, car les deux sont ici intimement liés. C'est la conjugaison des traditions offensives des paysans locaux et de l'assise de la zad qui ont permis d'assurer une production conséquente et de l'emmener sur les piquets de grève à Nantes. C'est encore cette hybridation qui portera son énergie jusqu'aux bois de Bure, au quartier libre des Lentillères, aux collines

de Roybon ou sur le causse de Saint-Victor. De même, la force matérielle de la zad (menuiserie, meunerie, forge, conserverie, radio pirate, barnums, sonos, tractopelle et semences...) grossit et se constitue grâce à l'appui d'agriculteurs et salariés en lutte. C'est indémêlable, et c'est tant mieux. Car conserver et densifier ces liens-là nous met à l'abri d'un devenir agricole pacifié tout autant que d'une zone radicale à la marge. Ce sont bien encore et toujours la circulation et l'échange qui permettront à la zad de ne pas se refermer. Plus elle vit curieuse, accueillante et aventureuse, et plus son territoire réel s'étend bien au-delà de son périmètre.

Sous les ardoises du hangar de l'avenir, à la nuit tombée, nous préparons la zbeulinette, une caravane dépliable contenant mille et un rangements en bois. Elle est désormais le véhicule de notre présence dans les luttes nantaises. Chargée de nourriture, de boisson, de musique et de livres, elle détone quelque peu au milieu des boulevards haussmanniens. Ce n'est pas une caravane de soutien, car nous sommes intrinsèquement pris dans la plupart des combats qu'elle approvisionne. Demain, c'est à l'université qu'elle ouvrira ses ailes. Sur le parking, dès l'aube, des groupes déplacent le matériel nécessaire à l'édification de barricades : un amphithéâtre de la faculté et le château du rectorat sont occupés par des étudiants et des mineurs sans papiers. Nous déployons notre attelage, ses tables et son système de son. Déjà, les dix billigs qu'elle cachait commencent à fumer dans l'air glacial. Les galettes de la zad ont une réputation qui date du mouvement contre la loi travail. Les jeunes s'approchent donc rapidement, en commentant le tour de main des crêpiers. Savent-ils ce qu'il a fallu de réparations de matériel agricole, de chantiers communs, de récoltes, de meuniers pour que cette farine se transforme en galettes ? Peu importe après tout, l'essentiel est que la faim s'apaise, que la chaleur pénètre les corps.

Il n'existe nulle part ailleurs dans le pays un espace tel que celui de la zad, regroupant autant de capacités matérielles tournées vers la lutte. Cœur d'une circulation réelle, il est aussi celui d'une circulation des idées et des imaginaires, des projections les plus folles. L'assise temporelle et matérielle qui manque tant à nos combats et que l'on pourrait enraciner ces prochains mois permettrait à la fois de donner une tout autre ampleur aux mille activités qui existent à la zad, et de concrétiser ces projections. Créer un hameau ouvrier avec nos camarades syndicalistes (respectant le style architectural de la zad !), rendre les habitats existants à la fois toujours plus commodes et plus loufoques, greffer des fruitiers dans toutes les haies du bocage, constituer un troupeau-école pour apprendre l'élevage, ouvrir un centre social, un centre de soin, une maison des anciens, agrandir la bibliothèque, construire un hammam, faire entrer des terres hors zad dans l'entité, rendre régional voire national le réseau de ravitaillement des luttes, se doter d'une imprimerie... La liste est longue de toutes les envies que nous inspirent ces quelques centaines d'hectares. Elle est ouverte également aux vôtres : les terres que nous allons occuper au printemps attendent des installations, qu'elles soient ou non agricoles. Il nous est difficile de mesurer aujourd'hui tous les bouleversements que l'abandon va engendrer. Une saison vient de se finir sans que l'on ait encore basculé dans la suivante. Ce temps nouveau, nous devons l'arracher, le construire, l'inventer. Et c'est avec nos rêves qu'on façonnera ces métamorphoses.

Rendez-vous le 31 mars en cas de menaces d'expulsion et au printemps pour se projeter sur de nouvelles terres !  
*Des habitant.e.s des lieux suivants : le Moulin de Rohanne, la Rolandière, les 100 noms, la Hulotte, Saint-Jean du Tertre, les Fosses noires, la Baraka et Nantes réunis dans le CMDO (Conseil Pour le Maintien des Occupations)*

Pour nous contacter : [et-toc@riseup.net](mailto:et-toc@riseup.net)

## Les exilé.e.s occupent un bâtiment de Paris 8 depuis 12 jours

Nous occupons depuis ce Mardi 30 janvier le bâtiment A de Paris 8 Université à Saint Denis. Nous, personnes exilées et leurs soutiens, avons pris possession de ce bâtiment pour prolonger le mouvement général contre les politiques migratoires racistes.

### **Samedi 10 février 2018 :**

Douzième réveil au chaud dans le bâtiment A de Paris 8. Le deuxième week-end commence dans une université vide et silencieuse. Le chauffage a été rétabli mais l'accès aux douches n'est toujours pas autorisé.

Les occupant.e.s ont pu se reposer hier et continuer à s'organiser. (La liste des besoins est dans l'article.) Passez nous voir ce week-end !

Des centaines de personnes dorment dehors à Paris .Pour faire face au froid, aux politiques migratoires européennes, nous réitérons l'appel à ouvrir des lieux à Paris, en France et partout où vous pouvez !

### **Samedi 10 février 2018**

#### Réponse des exilé.e.s au dernier communiqué de la Présidente de l'Université Paris 8

Voici la réponse des personnes exilé.e.s suite au dernier communiqué de la présidente de l'Université Paris 8.

Petit point sur les besoins :

- 1- Besoins de dentistes, médecins, soignant.e.s et de matériel médical : thermomètre oreille, tensiomètre et stéto, bandelettes urinaires, laxatif, antidiarées, antispasmodique, antibiotiques, dexeryl ou crème grasse, crème corticoïde, désinfectant unidose et dakin
- 2- Matos : matelas, tapis de sol, sac de couchage, lessive, serpillères, papier toilette, poeles et marmites pour grandes quantités, mixeur, egouttoir, passoire, verres et tasses non jettables, chaussettes, gants, sauce tomate, sel, sucre, thé, lait, oignons, piments, épices.
- 3- Nous cherchons aussi des traductrices en amharique, en arabe.

### **Vendredi 9 février 2018**

11è jour d'occupation. Nous avons toujours autant besoin de soutien.

Aujourd'hui, la journée devrait être calme. Nous remercions tou.te.s ceux.lles qui sont venu.e.s au rassemblement d'hier !

Nous avons besoin : sauce concentrée de tomates, d'oignons, piments doux et forts, de sucre et trucs sucrés.

Nous manquons toujours d'ustensiles de cuisine pour de grosses quantités (casserolles, poeles, marmites, ...) mais aussi de couverts, verres, tasses.

N'hésitez pas à venir nous voir !! A très vite.

### **Jeudi 8 février 2018**

Le dixième jour d'occupation commence ! Aujourd'hui le programme est chargé, nous avons besoin de soutien dès ce matin.

**12h** : Banquet devant la Bibliothèque Universitaire de P8, venez nous rencontrer !

**13h** : L'Université Paris 8 ferme aujourd'hui à partir de 15h jusqu'à lundi suite à une « panne de chauffage ».

Pour empêcher de potentielles évacuations, nous vous demandons de venir nous soutenir avec votre présence sur les lieux dès que vous le pouvez.

**18h :** Rassemblement de soutien à l'occupation devant l'Université Paris 8. Face à la politique migratoire indigne et raciste, face à ceux.elles qui s'opposent à l'occupation, soyons nombreux.ses pour soutenir les exilé.e.s.

### **Mercredi 7 février 2018**

- Une AG s'est tenue hier soir. Nous avons réfléchi aux moyens de préréniser le lieu et de mieux organiser la vie tou.te.s ensemble mais aussi à la réception et la communication des revendications des exilé.e.s.
- Depuis maintenant 3 jours les prises électriques du 2<sup>e</sup> étage ne fonctionnent plus ce qui ne nous permet plus de répondre aux besoins élémentaires. Nous avons eu la confirmation hier que la DSG de Paris 8 a demandé à ses équipes de ne pas rétablir l'électricité. Nous sommes en négociation mais cherchons un.e electricien.ne en urgence ! N'hésitez pas à nous contacter par mail (paname-solidarite@riseup.net) ou sur Twitter (@ExileesOccupP8) si vous en connaissez un.e.
- 14h : Atelier discussion en soutien à l'occupation dans la salle A281 du bâtiment A. Cet atelier sera animé par Nadia Yala Kisukidi et Stéphane Doualier (Professeur.e.s des Universités de philosophie à Paris 8) sur le thème : « Autour des archives non européennes de la philosophie : traces, migrations, traduction ». Venez nombreux.ses !
- Nous remercions les enseignant.e.s et personnels de Paris 8 qui ont publié et signé une tribune [\[1\]](#) ainsi que l'ensemble des UFR ayant émis une motion positive et les autres personnes ou groupes de personnes ayant exprimé leur soutien pour l'occupation.

### **Mardi 6 février 2018**

La semaine est cruciale, le plan grand froid est lancé ! Nous devons tenir le bâtiment A ouvert ! Par ailleurs, nous tenons à remercier les étudiant.e.s de la Fémis, et l'AG contre la réforme de l'Université de P8 (qui s'est tenue hier) pour leurs soutiens et nous rééditons l'appel à poursuivre ce mouvement et à occuper des lieux partout où vous le pouvez !

En revanche, nous ne félicitons pas le journal Le Monde pour avoir relayé des informations mensongères de la Présidence de P8. Les exilé.e.s seraient manipulé.e.s par le comité de soutien. Ce n'est pas bien de mentir. Personne ne parle à leur place, venez leur poser la question directement.

### **Lundi 5 février 2018**

- 9h-11h : café et rencontre dans le hall
  - 12h : AG contre la sélection amphi X
  - 14h30 : Atelier discussion en salle A280 : « Une université occupée par des exilé.e.s : isolement et racisme, entraide et solidarité dans le contexte post-colonial ».
- On a besoin de nourriture non périssable, du riz, du lait et des légumes. Notre page Facebook a encore été bloquée.
- Venez nombreux.ses pour nous rencontrer !

## **Dimanche 4 février 2018**

Journée plutôt calme aujourd'hui. Mais demain la journée sera chargée. Nous aurons besoin de soutien humain et logistique !

Demain :

- Les négociations avec la présidence vont reprendre et l'issue est incertaine.
- Nous serons à partir de 9h dans le hall de P8 avec le petit dej. N'hésitez pas à venir nous rencontrer et prendre un café ou un thé.- N'oubliez pas l'AG contre la sélection à P8 à 12h dans l'amphi X ouverte à tou.te.s.

## **Samedi 3 février 2018**

La cinquième journée d'occupation commence, on est toujours là ! Les négociations avec la Présidence continuent au sujet des locaux occupés. Nous avons besoin d'ustensiles de cuisine pour de très grosses portions. Nouvelle page Facebook (qui sera peut être pérenne) : « Les habitant.e.s de P 8 ». Et, n'hésitez pas à passer nous voir !

## **Jeudi 1<sup>er</sup> février 2018**

La Présidence nous avait proposé de nous déplacer dans l'amphi X. Les occupant.e.s exilé.e.s ont refusé car cela ne correspond pas du tout à un lieu de vie. Les accords avec la Présidence semblent donc être rompus : plus d'accès aux douches, contrôle des sacs à l'entrée, le matériel ne rentre plus. La priorité était de garantir des conditions d'hygiène et de sécurité, ce qui n'est plus le cas. Nous avons besoin de votre soutien !

## **Les exilé·e·s occupent Paris 8 à Saint Denis**

Le bâtiment A de l'université Paris 8 à Saint Denis est occupé depuis le mardi 30 janvier 2018 par des personnes exilé·e·s et leurs soutiens.

Nous avons pris possession du bâtiment A. Notre occupation s'inscrit dans le mouvement général de protestation contre les politiques migratoires européennes indignes et dans la continuité des occupations d'universités à Grenoble, Lyon, Nantes et dans d'autres villes.

Migrant·e·s, associations et particulier·ère·s s'élèvent et se mobilisent aujourd'hui plus que jamais, contre le traitement désastreux réservé aux personnes migrants vers l'Europe.

De l'enfer de la Libye aux conditions « d'accueil » aux frontières de Schengen ; des dizaines de milliers de noyé·e·s dans la Méditerranée, au harcèlement policier à Porte de la Chapelle et à la Villette ; de la répression bureaucratique menée par l'OFPRA et l'OFII au « délit de solidarité » dont on accuse les soutiens militants : la politique migratoire européenne continue de s'illustrer par son racisme et son inhumanité. Le règlement de Dublin est responsable de l'expulsion des exilé·e·s vers les périphéries de l'Europe et contraint ces mêmes personnes à dormir dans la rue et à subir le froid et le harcèlement des forces de l'ordre. Parmi eux-elles, beaucoup de mineur·e·s. Pour les dubliné·e·s comme pour beaucoup de demandeur.euses.s d'asile et de sans-papiers, l'incertitude administrative et matérielle est la source d'une profonde détresse psychologique alors qu'elles sortent d'un voyage éprouvant.

Dans les prochains mois, le gouvernement français va faire voter la loi « Asile et Immigration ». Sous couvert d'améliorer l'accueil d'une faible proportion de personnes obtenant l'asile, cette loi condamne encore la majorité des exilé-e-s à la déportation, à l'enfermement ou à la clandestinité.

Dans un même temps, le pouvoir exécutif organise la répression et les expulsions jusque dans les centres d'accueil et d'hébergement (circulaire Collomb et règlement de Dublin) poussant les exilé-e-s à dormir dans la rue plutôt que dans ces lieux.

Les personnes exilé-e-s participant à l'occupation en ont fait l'expérience. Nous condamnons ces choix politiques. Nous voulons :

- La fin immédiate du règlement de Dublin
- La fin de la distinction entre « migrants économiques » et « réfugiés politiques », pour en finir avec une politique qui trie les « bon-ne-s » et les « mauvais.es » migrant-e-s
- Des papiers pour tous.tes
- La liberté de circulation et d'installation pour tous.tes
- Le droit au logement, à l'éducation et à la formation
- Et enfin, des excuses publiques pour les milliers de vies détruites.

Nous vous appelons à nous rejoindre et à nous soutenir sur le lieu d'occupation (matériellement, financièrement et physiquement) et à participer avec nous à la marche des solidarités, le 17 mars, partout en France. Nous rejoignons l'appel de Lyon et de Nantes. L'Université doit être un lieu politique et ouvert à tous.tes. Contre l'Université élitiste et sélective que nous promet le projet de loi du gouvernement, nous défendons une Université libre et collective : un lieu de résistance en écho aux lieux occupés.

Nous appelons à occuper les universités et tout autre lieu, partout où vous le pouvez.

Les occupant-e-s du bâtiment A & le Comité de Soutien aux Occupant-e-s  
Mardi 30 Janvier 2018, Saint-Denis

## **Nord-Pas-de-Calais : Contre la SNCF et ses sbires**

*La Voix du Nord / mardi 6 février 2018*

Jeudi dernier, alors qu'il effectuait son service sur la ligne Lens – Lille, un agent SNCF s'est heurté à l'agressivité de deux passagers. Lors du contrôle des titres de transport, les deux individus n'ont pas été en mesure de les lui présenter, et pour cause, ils n'en avaient pas. Les choses se gâtent lorsque le contrôleur leur demande de descendre au prochain arrêt, en gare de Coron-de-Méricourt. **Avant de quitter la rame, les deux jeunes hommes insultent et menacent allégrement l'agent SNCF.**

Une fois sur le quai, les deux hommes ne sont pas calmés. L'un des deux se saisit d'une pierre qu'il jette en direction de l'agent, mais les portes du train se referment au même moment, protégeant l'agent. **Pas la vitre de la rame, qui se brise au contact du projectile. Alors que le train quitte la gare, il reçoit un jet de cailloux de la part des individus, qui reconduisent leurs menaces : « Tu sais qu'on se reverra. »**

En effet, le lendemain, vendredi après-midi, alors que ce même agent se trouve sur les quais en gare de Lens, accompagné d'un collègue, il aperçoit les deux individus qui s'avancent vers lui d'un pas décidé. Les deux agents se réfugient dans un train, avant d'alerter la police. Sur le quai, les deux hommes somment leur victime de descendre, et le menacent de mort.

Les deux mis en cause, deux frères âgés de 18 et 17 ans, ont été interpellés et placés en garde à vue. L'agent a déposé plainte pour les outrages subis et la SNCF pour les dégradations commises sur la rame. L'agent, choqué, s'est vu prescrire quatorze jours d'ITT. Le plus âgé a été déféré en vue d'une présentation devant le tribunal de Béthune. Son petit frère a, lui, été placé en détention provisoire en attendant de comparaître devant un juge pour enfants le 15 février.

*NdAtt. : ces faits rappellent un cas similaire qui s'est passé [en Dordogne](#) il y a une semaine. Serait ce le destin de tous les contrôleurs ?*

## **Maison d'arrêt de Bar-le-Duc : Droit dans la mâchoire**

*L'Est Républicain / mardi 6 février 2018*

Une nouvelle agression sur des surveillants pénitentiaires s'est produite ce lundi à la maison d'arrêt de Bar-le-Duc. Vers 14 h 35, alors qu'il revenait d'une promenade sport, un détenu connu pour être turbulent, a tenté de dissimuler un ballon de football dans son tee-shirt. Il aurait aussi fait des passes avec un autre détenu pour narguer les gardiens de prison.

Ces derniers ont aussitôt réagi en isolant le trublion, tout juste 18 ans, en détention provisoire depuis le 16 juillet 2017. Il purge plusieurs peines pour extorsion avec violence, dégradations, outrage à personne dépositaire de l'autorité publique et rébellion. Des insultes pleuvent entre les protagonistes. **Le détenu est finalement plaqué au sol au bout d'un petit couloir.**

**Arrive alors un second détenu qui se précipite à son tour sur les surveillants. Il est également maîtrisé au sol. Alors que le premier est relevé pour être conduit au quartier disciplinaire, il passe devant un surveillant agenouillé à terre et lui assène un coup de genou dans la mâchoire.**

Au final, deux surveillants ont été blessés dans l'échauffourée et transportés aux urgences pour des examens de contrôle. De source syndicale, l'un bénéficie d'une incapacité totale de travail (ITT) d'1 jour à la suite de difficultés respiratoires liées à l'intervention, l'autre est bien marqué par le coup de genou mais aucune ITT n'a été retenue à son égard.

Pour ces faits de violences, le jeune détenu devrait faire l'objet d'une comparution immédiate ce jeudi à 15 h devant le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc.

This entry was posted in [Anticarcéral](#) and tagged [Bar-le-Duc](#), [Meuse](#). Bookmark the [permalink](#).

## **Chambéry : Les fafs en rose**

*FranceBleu / mercredi 7 février 2018*



Le local de Bastion social, un mouvement proche des milieux d'extrême-droite, inauguré ce samedi à Chambéry a été recouvert de peinture rose dans la nuit de mardi à mercredi.

**Les vandales ont jeté de la peinture rose sur les grilles du local.** Un local tout juste inauguré ce samedi, à Chambéry. Une inauguration qui avait fait grand bruit puisqu'une centaine de membres de ce mouvement étaient venus fêter l'ouverture dans un pub de la rue de la république avant de finir leur soirée dans le local privé. **Une inauguration tendue puisque plus de 600 personnes avaient manifesté** juste à côté à l'appel des mouvements d'extrême gauche contre l'installation d'un tel local, loué par une association à but social.

## **Mont-de-Marsan (Landes) : Solidarité avec le serial-dabeur en prison !**

*Sud-Ouest / Samedi 27 janvier 2018*

Un homme comparait ce vendredi au tribunal pour des dégradations visant notamment des banques de la ville-préfecture et de Chalosse. L'énumération des faits reprochés à cet homme de 23 ans s'étire en secondes. Puis en minutes. **Au total, 14 distributeurs automatiques de billets (DAB) vandalisés entre le 11 et le 29 novembre, à Mont-de-Marsan, Saint-Sever, Hagetmau, mais aussi Bizanos et Orthez. Le prévenu s'en est également pris à plusieurs véhicules de particuliers, dont ceux de deux surveillants pénitentiaires, à Pau,** où il a été incarcéré pour violences aggravées en début d'année. Ce jeune Hagetmautien faisait l'objet d'une comparution immédiate, vendredi matin, devant le tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan.

Son visage n'est pas inconnu des juges montois. Le 13 janvier, il a bénéficié d'une relaxe dans une autre affaire de dégradations. Dans la nuit du 29 au 30 novembre dernier, plusieurs véhicules avaient été endommagés à coup de camion benne, dans le centre d'Hagetmau.

Vendredi matin, le prévenu a demandé un délai pour préparer sa défense, comme la loi le lui permet. Il sera à nouveau convoqué devant le tribunal le 20 février. En attendant, les juges ont décidé de le maintenir en détention, conformément aux réquisitions du parquet. La substitut du procureur a mis en avant le risque de réitération et « le manque de stabilité » du jeune homme. « Il suffit de se référer à ses déclarations au cours de l'enquête : "Pour savoir pourquoi j'ai fait ça, adressez-vous à la maison d'arrêt de Pau. Même les psys ne peuvent rien" », cite Anne Delahaie.

« Il s'est toujours rendu devant votre juridiction quand il a été convoqué par le passé », plaide Me Marine Barbe. Par la voix de son avocate, le prévenu demande le placement sous contrôle judiciaire avec obligation de soins jusqu'à la prochaine audience. Ce sera la prison.

## **Facs et lycées – 6 février 2018 : Etat du désordre un peu partout**

**Paris : Les commerces de bourgeois attaqués à coups de pierres**

*extrait du Figaro Étudiant / Mardi 6 février 2018*

Quelques milliers de personnes ont manifesté mardi en France pour protester contre les réformes sur l'accès à l'université et le baccalauréat [...].

**Environ 3000 manifestants à Paris, 800 à Lyon, 300 à Lille et 800 à Toulouse [...]**

À Paris, le cortège parti du Jardin du Luxembourg a rassemblé 3.000 personnes, selon la police, qui ont défilé sous la neige et devaient rejoindre le ministère de l'Éducation nationale, rue de Grenelle, en fin d'après-midi. **Une heure après le départ de la manifestation, des jeunes vêtus de noir se sont détachés de la foule pour balancer des pierres sur des vitrines, dont celle d'un magasin d'habits**



**de luxe.** «Nous n'y pouvons rien, c'est à la police de les gérer», se désolait Patrick Désiré, le secrétaire général de la CGT Educ. La préfecture de police de Paris n'a toutefois fait état d'aucun blessé et d'aucune interpellation. [...]

\*\*\*\*

## **Toulouse : L'université du Mirail bloquée**

*France 3 Occitanie / Mardi 6 février 2018*

Les accès à l'université Jean-Jaurès du Mirail à Toulouse étaient bloqués mardi depuis 06H00 du matin par des étudiants en grève contre le projet Parcoursup et la fusion d'universités toulousaines.

**Poubelles, tables et chaises servaient de barricade pour empêcher l'entrée des amphithéâtres et des salles de cours.** « Le Mirail se dresse contre la fusion », pouvait-on lire sur une banderole à l'entrée du campus. Les étudiants protestent contre le nouveau projet d'admission aux études supérieures du gouvernement « qui prévoit une sélection des étudiants en sortie du bac, leur mise en concurrence, mais aussi contre le projet de fusion des universités », a dénoncé Mélanie Luce du bureau national de l'Union nationale des étudiants de France (Unef).

Ce projet a pour objectif la fusion de la faculté de sciences humaines du Mirail avec celle de sciences et médecine de Paul-Sabatier ainsi que deux écoles d'ingénieurs de la ville.

\*\*\*\*

## **Manosque (Alpes-de-Haute-Provence) : Quand les LEP rejoignent la contestation...**

*La Provence / Mardi 6 février 2018*

Après les professeurs en grève jeudi dernier, les élèves du lycée Louis-Martin-Bret ont rejoint, hier, le mouvement de contestation de la Dotation globale de fonctionnement (DGF). Mais comme le craignait le proviseur, des incidents ont émaillé la manifestation.

Réunis devant le lycée professionnel dès 13 h à l'appel de l'Union nationale lycéenne (UNL), **environ 200 jeunes du LEP mais aussi des Iscles et Esclangon, ont rapidement oublié les revendications.** Les représentants de l'UNL ont d'ailleurs rapidement plié bagage quand les premiers jets de pierres sont partis. « *On n'est pas là pour ça, on ne veut pas que l'UNL soit tenue responsable* », prévenait le leader. **Une poubelle était incendiée devant le portail du lycée provoquant l'intervention des pompiers puis des forces de l'ordre.** C'est là que l'affaire s'est gâtée.

Alors que la situation se tendait, les policiers faisaient usage de leur bombe lacrymogène pour faire reculer quelques jeunes. Trois d'entre eux, mineurs, ont été interpellés *manu militari* et placés en garde-à-vue – chose confirmée hier soir par le procureur Kellenberger. Plus tard dans l'après-midi, les policiers ont préféré observer la situation à distance. **Une autre poubelle brûlée sur le boulevard de Temps-Perdu a obligé les pompiers à revenir. Mais la tension allait crescendo quand les casseurs tentaient d'incendier une Peugeot 107 noire garée à proximité avant de s'en prendre à une autre voiture.** Son propriétaire, un homme de 60 ans habitué du coin, s'est défendu « *en gazant un groupe de jeunes car je ne suis pas du genre à me démonter* », confie l'ancien légionnaire. La contestation lycéenne n'en étant qu'à ses prémices, on peut craindre d'autres débordements. Aujourd'hui, à 11 h, devant la porte de la Saunerie, un appel à manifester contre Postbac le nouveau système d'entrée à la fac est prévue.

La dotation globale de fonctionnement qui prévoit la baisse des heures allouées au lycée professionnel Martin-Bret ne passe toujours pas auprès des professeurs. « Contrairement à ce qu'affirme le proviseur, nous aurons bien des classes à trente élèves », regrette un délégué syndical. Lors d'une réunion, Dominique Duperray, le chef d'établissement, a présenté son plan. Il confirme l'augmentation des effectifs dans certaines sections mais apporte une précision. « On va les dédoubler en mettant la moitié des élèves en stage une partie de l'année et les autres l'autre partie. Par ailleurs, les CAP première année seront protégés », assure le proviseur. « Déjà qu'à 15 élèves, on a du mal car ils sont tous en difficulté, à 30 ce sera ingérable », prévient un enseignant. Jeudi, une réunion est programmée entre les parties. Ensuite, les profs décideront de la marche à suivre.

## **Nantes, 8 février : « penser printemps », les étudiants bloquent la fac et occupent le rectorat**

Vers 14H, les étudiant-e-s en lutte partent de la fac en manifestation. Encore une fois, le dispositif policier est délirant, avec plus d'un policier par manifestant et un hélicoptère. Puisque la préfecture interdit tout accès au centre-ville, il s'agit d'aller rencontrer les lycéens des quartiers nord. A Arago et Monges, la foule grossit, et ceux qui ne peuvent se joindre au défilé songent à être de la partie mercredi prochain.

Dans les rues désertes du nord de la ville, le cortège compte plus de 700 personnes, avançant d'un pas rapide vers le périphérique. Mais la manifestation est bloquée par un énorme dispositif de CRS, qui envoie des salves de grenades lacrymogènes sans sommation. Retour en sens inverse, en renversant poubelles et mobilier urbain sur la route, talonnés par la police. Le défilé emprunte un sentier serpentant le long du cours d'eau du Cens. Des passants et des habitants sourient, surpris de voir passer plusieurs centaines de jeunes dans ce petit coin de verdure dans la ville. Arrivés au niveau des facs, les manifestants reprennent la direction du centre-ville, et sont à nouveau bloqués à Michelet, par des policiers exhibant pour certains des fusils d'assaut.

Nouvelle volte-face. Le cortège se dirige rapidement vers le rectorat. Le dispositif policier est tellement massif qu'il est lent à déplacer. Le cortège pénètre donc dans le parc du recteur, qui avait été sévèrement protégé quelques jours plus tôt. Devant le rectorat, les drapeaux sont décrochés et brûlés, et la façade est copieusement taguée. Tout un symbole : en février 1968, les étudiants nantais avaient pris le rectorat, et posé les prémisses du mouvement de mai. Alors que la police s'apprête à encercler le parc, le cortège s'engouffre déjà vers la sortie pour rejoindre la fac, épuisé par cette longue promenade.

La jeunesse relève la tête. Cette après-midi pleine d'énergie a des allures printanières. Elle rappelle un peu les premières manifestations du début du mouvement contre la Loi Travail. Et plus si affinité ?

A suivre !

## **Lettre à la ZAD de membres du comité de soutien tarnais**

### **Négociations : ne pas tomber dans le panneau !**

On vous écrit du Tarn. Ici, une lutte a empêché la réalisation d'un barrage destiné à irriguer les cultures industrielles à Sivens. Une forêt, des prairies, et toute la vie qui les peuplait ont été détruites. Un jeune homme a été tué par l'Etat et sa police. Aujourd'hui, il n'y a plus de lutte sur le terrain. Le bâton répressif des milices fascistoïdes pour les occupants et la tentation de la carotte participative pour les citoyenistes ont eu raison du mouvement de lutte. Ici, le "projet de territoire" qui a été mis en oeuvre pour consulter les habitants et mettre tous les acteurs fréquentables autour de la table n'a abouti sur rien de concret hormis la pacification du territoire, la dépolitisation des enjeux et la technicisation des questions.

Il a accessoirement permis d'être un piédestal pour les ambitions électoralistes des figures citoyennes de la lutte. Il a surtout permis de redonner la confiance dans les institutions à plein de gens, à leur faire oublier qu'on peut s'organiser sans l'Etat. Au final, tout et son contraire cohabitent dans ce "projet de territoire" pourvu que cela permette la valorisation de tous les espaces et le développement économique, que ce soit par le tourisme, les énergies vertes ou l'agriculture à haute valeur ajoutée. Et pourvu que ce soit "innovant" et "durable". La méthode a été rodée, testée, approuvée dans de nombreux territoires. Elle est tout-à-fait prête à prendre en compte vos doléances à Notre-Dame-Des-Landes. Vigilance donc !

Il semble d'ailleurs que certains de nos alliés voudraient que la zad prenne cette direction green, normalisée et certifiée. Dans une tribune parue sur Reporterre le 16 décembre 2017, les écologistes Fabrice Nicolino, François de Beaulieu et Jean-Paul Besset appellent à construire sur la zad un "laboratoire écologique et social" débarrassé des personnes qui ont des pratiques d'affrontement avec la police, à labelliser les charpentes, les miels et les pains de la zad ou encore à "intégrer les occupants inventifs" dans un centre de recherche sur l'éco-construction ! Pacifier, labelliser, intégrer. N'est-ce pas là une direction totalement à l'opposé de l'aspiration à une vie libre, non administrée, nécessitant une lutte perpétuelle face au rouleau compresseur étatique et capitaliste ? Dès lors, à quelles conditions faut-il continuer de composer avec ces éco-tartuffe ? Quels sacrifices le mouvement d'occupation est-il prêt à faire pour rester en lien avec toutes les composantes ? Ne faut-il pas aussi tenter de faire bouger les lignes au sein des autres composantes du mouvement ?

Le CMDO précise le but de la participation des occupant.e.s aux négociations avec l'Etat : "créer des précédents qui continuent à repousser le seuil de ce que les institutions peuvent accepter. En espérant que ces coins enfoncés dans la rigidité du droit français servent à bien d'autres que nous à l'avenir". Quelle différence y a-t-il entre ce souhait et le dispositif de cogestion syndical en agriculture ? Quels garde-fous se donner pour ne pas

être intégré et assimilé au système ? Qui décide de ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas ? Quand claquer la porte des négociations et appeler à bloquer Nantes ? Comment faire concrètement pour que la forme légale qui sera négociée soit vraiment un "manteau sous lequel les marges d'invention et de liberté pourraient continuer à se développer" ?

Nous n'avons pas de réponses toutes faites. Seulement des questions, quelques enseignements tirés des luttes passées et l'envie de continuer à lutter. La période à venir s'annonce passionnante, les pratiques politiques et l'attention à tou.te.s pour parcourir le chemin à venir seront tout aussi importants que le fruit des négociations. Tout un territoire à habiter, des pratiques à ré-inventer, s'approprier, questionner, des liens à consolider et développer... Mais c'est aussi la période de toutes les menaces... Dissociation au sein du mouvement ou au sein des occupant.e.s, normalisation, cogestion, compromission, essoufflement, intégration au capitalisme vert.

Maintenir et si nécessaire amplifier le rapport de force, se méfier de l'Etat et de la normalisation par la loi, cultiver des liens de confiance au sein du mouvement et avec les comités, continuer à créer des brèches "en bas et à gauche" semblent être les bases minimales d'un avenir émancipateur pour la zad.

Ne boudons pas notre plaisir au moment de célébrer une victoire historique ! **Longue vie à la zad !**

Des membres du comité de soutien tarnais

P.S : une rumeur court dans le Sud-Ouest, le caramentran d'un éco-tartuffe local serait en chemin vers la zad...

## **Prise de parole d'occupant.es de la ZAD lors du 10 février**

On s'est dit qu'on pourrait commencer cette prise de parole par saluer l'abandon du projet d'aéroport. C'est une jolie claque qu'on met à l'état, aux multinationales et à leur progéniture, l'Utilité Publique. Une claque comme il en arrive peu, et donc d'autant plus précieuse. Mise par d'innombrables mains, sur des décennies et par tout un panel de luttes de fonds et de formes différentes. Il semble que son bruit résonne partout où l'opposition aux projets inutiles se fait déjà entendre. On en prend pas vraiment la mesure. Difficile de réaliser que le projet aberrant qui a accouché de cet espace temps hors norme qu'est la Zad n'est plus de ce monde. C'est lui, après tout, qui nous a réuni, nous a poussé à dépasser des clivages et à nous organiser collectivement. Ce n'est pas pour autant lui que nous voulons remercier maintenant, **mais vous, les milliers de soutiens à travers le monde, avec une mention spéciale pour les dizaines de résistant-es de la première heure.**

Si aujourd'hui nous occupons et habitons ce territoire, c'est à l'appel des habitant-e-s qui, il y a une dizaine d'années, ont demandé du renfort pour faire face aux premiers forages et travaux, pour défendre cette zone que le conseil général et l'état essayaient de vider. Et avec l'occupation des maisons, la construction de cabanes, c'est tout plein de cultures politiques qui débarquent dans ce coin de campagne. Des "squatteur.euses" qui portent l'autogestion, l'action directe, des modes de vies et des pratiques radicales. **Qui, au-delà de la lutte contre l'aéroport, font vivre une critique du système dans lequel des avions volent au-dessus d'un monde qui marche sur la tête.** Et c'est dans ce contexte que toutes et tous, on s'est rencontré-e-s, on a grandi, évolué, entre voisin-e-s et camarades de lutte. On s'est confronté à des incompréhensions, des questions, des conflits, et on a aussi partagé des complicités, des coups de main, des réunions tard le soir et des cafés à 5 du mat' pour guetter l'arrivée des flics. C'est à partir de tout ça qu'on construit cette lutte, en apprenant les un-es des autres.

**Composer dans une telle diversité est étonnant.** On se découvre une force collective insoupçonnée. On découvre aussi les limites de nos idéologies politiques, lorsqu'elles se heurtent aux réalités de nos constructions sociales. On a envie de pouvoir continuer à avancer là-dessus, ensemble, parce qu'on est beaucoup à considérer que la théorie ne suffit pas. C'est dans la pratique qu'on trouve concrètement des outils pour changer et faire évoluer nos interactions sociales et politiques. On ne veut pas seulement polir la vitrine d'une lutte qui attire des sympathies jusque sur les plateaux des médias dominants, on met aussi un enjeu fort à incarner le plus concrètement possible nos combats politiques.

Si ce qui se passe ici donne de l'espoir, **alors on veut partager cette force** et être solidaires avec celles et ceux qui luttent contre le système capitaliste, sa croissance, ses polices, ses frontières, ses armées, ses bulldozers et ses dominations structurelles ; que ces luttes soient dans la plus proche ville ou à des milliers de kilomètres. Mais ces personnes en parleront d'autant mieux elles-mêmes, dans leurs propres prises de paroles.

Malgré cette victoire, on ne se fait pas d'illusion, tout n'est pas gagné. Car si l'état à reculé sur l'aéroport, son emprise ne s'arrête pas aux portes du bocage. Au contraire, maintenant que notre ennemi le plus clair et le plus commun a disparu, le capitalisme vert rêverait bien d'une Zone EcoBio-participative, d'une intégration tranquille mais en règle. Le quota diversité, quoi. Ce futur-là de la Zad nous donne la nausée, et c'est pour éviter ça **que nous sommes et resterons en lutte**, car c'est le seul moyen de ne pas voir disparaître les valeurs et transformations sociales qu'on a su faire vivre ici. Rester en lutte, c'est faire appel, chaque jour, à notre imagination, en slalomant entre contraintes et refus de céder. Rester en lutte, pour un territoire, un monde où on puisse s'épanouir, chacun et chacune à son rythme. Pour que tout ce que nous créons, faisons vivre, partageons et transmettons continue d'exister, y compris nos rêves les plus audacieux. Pour certain-es, l'abandon de l'aéroport marque l'aboutissement de la lutte. Pour d'autres, dont nous sommes, **si nous sommes venu.es lutter ici, c'est contre le monde de l'aéroport**, et pas seulement ce projet, qui n'en est qu'un symptôme. Cette victoire pour nous n'est qu'une étape, une bataille remportée dans ce long et fastidieux combat contre le pouvoir capitaliste.

Une nouvelle de ces batailles s'est ouverte immédiatement après l'abandon : celle pour l'avenir de la ZAD. Toutes les cartes sont rebattues, et on va pas vous cacher qu'on a parfois du mal à trouver des repères. On traverse pas mal de conflits, certains anciens et d'autres nouveaux. On est pas toujours certain-es de la direction qu'on prend mais on essaye d'y aller tou-tes ensemble. Et on aimerait y aller au rythme de celles et ceux qui trébuchent. Aujourd'hui, l'occupation comme mode de contestation aux GPII a fait preuve de son efficacité, et c'est notre responsabilité collective de ne pas se dissocier de ces pratiques alors que la solidarité est désormais punie comme un délit.

A nous de soutenir la variété des complicités, des formes de vies hors cadres et des outils d'émancipation qui font notre force, hors des normes et des diktats. Vivre autrement, c'est essayer de faire grandir cet espace de liberté, sortir de nos zones de confort, nous réinventer sans cesse et refuser que nos vies soient aménagées par d'autres. « **La ZAD c'est juste une étincelle** » disait un panneau sur la route des chicanes. A nous d'en entretenir la flamme, en se préservant des coups de vent, afin de propager ensemble un immense feu de joie.

## “Vendredi 16 février, RDV à 19h pour la manif pour le logement /...



“Vendredi 16 février, RDV à 19h pour la manif pour le logement / Plus d’infos sur [fr.squat.net](http://fr.squat.net) et [paris-luttes.info](http://paris-luttes.info) / On veut des maisons, pas des prisons !“

Métro Croix-de-Chavaux, Montreuil, février 2018

## Suite à son entretien avec lundimatin...



Le matin du lundi 29 janvier, nous publions [un entretien d'Antonin Bernanos, détenu à la prison de Fleury Mérogis](#). Il y évoquait notamment les conséquences des grèves des surveillants sur la vie des personnes incarcérées et la manière dont l'administration pénitentiaire contient toute forme d'organisation collective des détenus.

De toute évidence, on ne témoigne pas impunément de ce qui se passe à l'intérieur d'une prison. Dès le lundi après-midi, l'administration déclenchait une série de mesures répressives à l'encontre de l'étudiant en sociologie :

- Alors qu'il rencontrait son avocate et sa conseillère *Prévention et Insertion*, sa cellule a été fouillée et mise à sac par des surveillants spécialisés.
- Des livres et des manuscrits lui ont été confisqués, ainsi que des comprimés de Vitamine D confondus (sic) avec de la drogue.
- Un téléphone aurait été retrouvé mais aucune commission disciplinaire ne s'est encore emparée de cet incident.
- Son accès 6 demi-journées par semaine à la salle d'étude lui est désormais interdit.

— Le courrier qui lui est adressé est bloqué par l'administration, ses correspondances avec ses avocats sont ouvertes alors qu'elles sont légalement protégées.

— Mercredi 31, sa conseillère *Prévention et Insertion* l'informe que l'administration pénitentiaire a entamé les démarches nécessaires à son transfert dans une autre prison.

— Alors qu'il devait être entendu par un juge d'application des peines le 28 mars 2018 afin de demander une mise en liberté conditionnelle sous bracelet électronique, le transfert dans un autre établissement pénitentiaire pourrait freiner cette demande de libération.

— Ce transfert signifierait qu'il sera encore plus isolé. Il ne pourra plus être visité par ses amis et bénéficier de l'accompagnement de ses professeurs de Nanterre dans le cadre de son Master.

Il s'agit évidemment de comprendre le sens et de prendre la mesure de ces punitions arbitraires au sein même du système punitif. À travers la distribution individualisée de milles petites brimades et humiliations, l'institution carcérale veut s'assurer que les corps qu'elle enferme ne puissent jamais s'agréger *politiquement* pour être capable de remettre en cause la souveraineté qui les écrase. Le détenu doit être systématiquement réduit à l'impuissance et au silence, il n'a pas d'autre droit que celui d'être enfermé. Antonin Bernanos a eu l'outrecuidance de s'exprimer sur ce qu'il vit et sa parole s'est diffusée par-delà les murs. C'est de cette trop grande *liberté* que l'institution cherche à se venger.

La proportion de journalistes lisant *lundimatin* étant considérable, nous ne doutons pas que leur attachement à la « liberté d'expression » les amènera à donner de l'écho à la répression brutale et vulgaire de celle de M. Bernanos.

## **Notre-Dame-des-Landes : Date ? Futur proche, peut-être après demain ? Ça y est, on a gagné !**

*Date ? Futur proche, peut-être après demain ?*

*Lieu ? D281 N-D-D-L.*

Ça y est on a gagné. Oui, oui, vraiment l'aéroport n'a pas été construit. La zad est devenue un quartier autogéré de Nantes Métropole. 100 % BIO. 100 % écocitoyen. On y vend désormais des patates garanties sans OGM et sans Vinci. Dans les Biocoop de la région on y trouve même un rayon « fruits et légumes à défendre ». À l'entrée on y a construit un petit parking (sans béton) et quelques toilettes sèches pour chier responsable. Les familles nantaises peuvent venir y respirer : « calme et nature à seulement 15km de Nantes » proclame le prospectus recyclable. Camille qui porte un badge « en 2012 je lançais des cocktails » explique aux petits métropolitains le principe de la polonisation. Il pleut un peu. Mais ça fait partie du décor. Et puis ça vend des bottes en chanvre équitable, à à peine 45 euros sur le yes marché. Les vaches meuglent, paisibles. Se sentant fières d'être enfermées avec un label bio-social. Bref. Tout va bien. Tout est parfait. Parfaitement sous contrôle. Comment en est-on est arrivé à cette carte postale sociétale ? C'est très simple. On s'est ouverts aux voisins, aux néoruraux en manque de charpente. Grâce à toutes les composantes de la lutte. À la drague du citoyen, de l' élu local. De l' électeur. On a donné dans le symbolisme, laissé nos espoirs être médiatisés et nos luttes appauvries afin que tout le monde s'y retrouve (tout le monde ça signifie la majorité). La majorité. Bien pensante. Qui vote, qui bosse, qu'on exploite. Qui exploite aussi. A quand la ligue des CRS vigilant.e.s pour une démocratie participative sans aéroport ?



Alors les tracteurs et les bâtons passent. Et Nantes ne se casse plus. Alors le temps passe. Et mes compagnons ne se lassent et se cassent. Cette zone est en train de se faire pacifier. Et le mythe des brigands dans les bois s'éloigne un peu plus chaque jour. Parce que : c'est pas le moment, c'est pas stratégique, qu'on chie pas là où on dort. Qu'il faut sauvegarder l'unité. Mais de quelle unité parle-t-on ? Si tout le monde est contre l'aéroport c'est qu'il n'y a plus personne à défier. Le système s'accommode de rebelles, s'ils n'attaquent pas. Parce que si on continue la zad ne dérangera plus personne et c'est ça qui m'attriste. La drogue fait son travail. Le réformisme aussi. Je me souviens m'être battu pour un espace de conflit permanent avec tous les pouvoirs. Pas pour protéger une zone où les dominations s'étalent et où il faut être le moins radical possible pour ne choquer personne...

Retour à la carte postale, un gamin trébuche, tombe et pleure. Il s'est pris le pied dans un bout de panneau. Il est recouvert de ronces et de mousse mais on y déchiffre encore, péniblement, « contre l'aéroport et son monde ». Une autre époque...

*L'anti-monde ou rien.*

---



Grâce à notre superbe accueil-friterie(1), nous pouvons offrir un cornet d'éco-frites aux visiteurs tandis qu'elles doivent notre brochure de présentation. En faisant la bande A Défendre(2), elles pourront visiter le conséquent Murad de la halle(3), qui jouit le superbe Zadéodrome(4) Nicolas Hulot... (4) Un vrai retour aux sources!

LE SÉRIEUX AVEC DES COINCIDENCES N'EST QUE PUR FAIT SÉEL (ours...)



Nous avons poussé notre radicalité jusqu'à marchandiser nous même les ressources produites sur Zone, tout en développant notre image alternative à travers le monde grâce à la campagne "Stratégie Vercingetorix". La réappropriation des outils de consommation nous a fait progresser de 13 points dans l'opinion publique! da classe...

à suivre bientôt... et peut-être en vrai!

grece

## Grèce : Fin de l'assignation à résidence de Grigoris Tsironis, accusé de braquages

Grigoris avait été libéré après que les 18 mois maximum de détention préventive avaient été atteints, le 7 décembre 2017. Dans un nouvel éclat d'arbitraire, ils l'ont assigné à résidence, une nouvelle mesure en Grèce. Malgré le fait que les conditions de sortie soient très strictes, la décision de lever l'assignation à résidence est une première victoire pour lui ainsi que pour le mouvement de solidarité.

Cela met un bâton dans les roues des méthodes du complexe policier-judiciaire rassemblant tous les éléments d'un état d'urgence face au compagnon et plus généralement dans l'affaire des braqueurs de Distomo : ADN, loi anti-terroriste, répression des relations personnelles et familiales, vengeance de la police et de l'autorité judiciaire.

**La lutte se poursuivra jusqu'à l'acquittement total de Grigoris. Jusqu'à l'effondrement de l'acte d'accusation contre ceux accusés dans l'affaire. Jusqu'à l'abolition de l'autorité judiciaire et de toutes les autorités. Jusqu'à la destruction de toutes les prisons.**

*Assemblée contre la nouvelle campagne anti-terroriste : « braqueurs de Distomo ».*

[Traduit d'[Indy Athenes](#).]

## Athens, Greece: Incendiary Attack Against Turkish State-Owned Company Istikbal in Solidarity with the Defenders of Afrin



During the night of the 2nd of February we attacked the Turkish company Istikbal with an incendiary device and we torched a 7.5 tonne truck in front of their headquarters at 152 Kifissias Avenue.

Istikbal is a multinational furniture company that is part of Boydak Holdings.

Boydak Holdings is one of the largest companies in Turkey, based on their profits in the energy and financial sectors. Following the failure of the Gülenist coup, the Chief Executive was arrested and the company now belong to the Turkish State.

Boydak is one of the many Turkish companies with economic activity in Greece that brings direct profits to the fascist regime of Erdogan. For the Greek economy, these investments are of utmost importance, and SYRIZA is calling for more intensive cooperation with this neighboring country.

[The arrest of the 8 Turkish comrades is a gift to the Turkish sultan and a handshake with an openly fascist regime.](#)

Today, on the twelfth day since the invasion of Afrin, the NATO member state in cooperation with the Islamist gangs continues to kill our comrades, bombard their villages and try to attack the social revolution in Syria. In front of the whole world, with the strength of German weapons, the consent of the European Union and the Russian Government, and the silent agreement of the Assad regime and the United States, Sultan Erdogan attacks and tries to destroy what is the biggest fear of the imperialist powers of the Middle East.

After 40 years of PKK struggle for the Kurdish people, following the change of course to a direction of anti-nationalist and horizontal structures of society based on the idea of Democratic Confederalism, the revolution in Rojava has achieved goals within the framework of self-organization, self-defense, the abolition of patriarchy and capitalism, women's emancipation, social life, and a strategic and military defense strategy to preserve and protect the achievements of recent years.

This is an historical development for the Kurds, Yazidis, Arabs and all the people of the minority ethnicities of Syria and the anti-capitalist struggle.

To understand this, we need to analyze how the YPG-YPJ faces the imperialist forces in the region. US military support in the fight against the Islamic State should be analyzed and judged from a strategic point of view, but never for the degradation of the revolution in Rojava, which is a clear bulwark against imperialist capitalism in every sense. The Turkish invasion shows what was always clear, namely that the US would not confront a NATO partner, which has always been the case. For the imperialist forces, a socialist zone in the Middle East would mean the clear end of their interests.

Undoubtedly, this struggle is full of contradictions, especially in a warlike situation like this one. However, criticizing this situation from the perspective of Western-centric Europeans, where everyday life is full of unresolved contradictions, should not be the primary issue in the idea of international solidarity. We must distinguish two clear facts, that the Kurdish movement is fighting against a fascist oppressor and that they have a goal that so many of us share: the social revolution.

It's time to attack and show solidarity with the social revolution, the idea of freedom, the defense of the revolutionary perspective in the Middle East and Europe, and all the comrades who fight in Afrin, many of whom are far away from home, resisting and fighting to build a new society against all forms of fascism. Let's send a clear message, let's fight and crush the fascist Turkish State and all the States that support Erdogan in the Middle East, Europe and the rest of the world!

**We do not forget the Turkish comrades who the Greek State arrested in December 2017! Strength and solidarity to you all!**

**We dedicate this action to the comrades who have lost their lives defending Afrin. Your memory and your strength burns inside us! Warm greetings to the YPG-YPJ and all internationalist rebels!**

**Free Kurdistan! Down with NATO! For the social revolution and the emancipation of women!**

# italie

## ITALY : LOCKS GLUED AT BENETTON SHOPS

*received anonymously:*

“Claim of responsibility for sabotage of two Benetton shops

We are enemies of power and domination. We want the end of every form of exploitation. We aim for the absolute destruction of authority and of the capitalist system. The symbols and the consequences of capitalism and exploitation are everywhere. So we just had to take a clear decision, choosing to take the side of those who are oppressed and attacking the system and its accomplices: direct action for self-determination and total liberation! It doesn't matter how small is the action compared with the giant monsters we are fighting: it's action and not just promises at election time, it is the proof of the fact that the fight isn't over.

On Monday, January 29th, from an anarchist, antispeciesist, antiauthoritarian and anti-capitalist position, we sabotaged two Benetton shops located in Ferrara (Italy) by gluing the locks of the shops.

In solidarity with the Mapuches who, in Patagonia, for decades have been resisting the oppression of the corporation that, since 1991, had taken away (creating many ecological and social problems) almost one million hectares of land from the Mapuches who had lived there for centuries, in harmony with Pachamama (Mother Earth).

For the animals who are enslaved and exploited for the production of wool (to make clothes), and meat (the business of Benetton Group is not limited to the fashion industry).

For the workers, children and adults, who are exploited in factories through a particular method of subcontracting.

In memory of the victims of Rana Plaza collapse, in Bangladesh; and in memory of Santiago Maldonado, Rafael Nahuel and all the activists who lost their lives because of the brutal repression put in place by the States of Argentina and Chile.

And also not to forget the involvement of Benetton in the transport of British war material to Iraq, and the hypocrisy of advertising campaigns hidden behind fake social commitment, created by Oliviero Toscani, in the attempt to show a clean image of the corporation.

‘Power disguises itself continually and the great challenge is to recognize its colors’

FOR HUMAN, ANIMAL AND EARTH LIBERATION

Anarchist Cell – Sebastián Oversluij Seguel”

# Suisse

## Schmiten, Switzerland – Incendiary attack on Implenla, involved in the construction of the prison of Bässlergut

In the night between 14th and 15th January fire-lighters were placed and ignited on the tyres of a vehicle belonging to the construction company Implenla in Schmiten (Fribourg Canton).

“Again extreme-left vandals”

Whatever label they want to stick on us, they are only trying to distract us from what we want to really transmit. We are a group of friends who are fed up with accepting passively the mechanisms of oppression that govern and devastate the world. We often discuss about what disturbs us and what we can do to oppose it.

“Come on! It’s only a mere act of vandalism!”

The fact we decided to attack Implenla didn’t come by chance. Implenla is one of the most important companies involved in the extension of the prison for foreigners of “Bässlergut” in Basle.

We are no longer to tolerate the fact that companies make profits by locking up and deporting people.

In any case we are very angry. Little matter whether we are 15, 25, 45 or 75-year-old, this doesn’t change the fact we can’t and don’t want to live without doing anything, with this anger inside ourselves.

How could we do otherwise if we were separated from our friends being deported (or “taken back to the borders” as they say in political jargon)?

We are angry at all those who accept and support this shit and those who like Implenla make profits on it.

We don’t want to resign ourselves or conform to the rules nor do we want to do as if this reality didn’t exist. We want to express our anger and oppose domination in an active way.

“But actions like this one come to nothing. What are you trying to achieve exactly?”

Direct actions like this one are one of the many means to challenge the public image of the companies by targeting their cars, bulldozers and yards. If they are the target of sabotage at all times and in all places, soon they won’t be able to show off their signs everywhere. Less advertising space = fewer profits.

Moreover the companies are forced to spend more money for reparations and the purchase of new vehicles. They suffer loss of profits because they no longer have cars, bulldozers and other vehicles.

Sadly there’s no critique to the prison system and the deportation machine in society as a whole. The media rant about the news and make sensationalism but they don’t mention any in-depth critique. We’d like to put an end to all this and show that many important things are happening with many direct actions. Other forms of action are also part of the resistance against the world of oppression and they are neither more nor less important. Maybe the media campaign built around these direct actions will shed some light on the range of actions of resistance, small and big, peaceful and combative.

Finally of course we hope that the companies participating in construction works such as those of Bässlergut in Basle, the police headquarters in Zurich, federal camps and other prisons will fear for their image and profits and will lose their contracts.

“But we are all right here, what are you moaning about all the time?”

[...] But even in “beautiful and perfect” Switzerland, many people are really in the shit. Only their suffering is often invisible. For example in the last year dozen people died in prison, often after episode of self-harming, which is exemplary of the grade of prisoners’ desperation. Here is a list, certainly incomplete:

- In November a 61-year-old woman committed suicide in the regional prison of Thun.
- On 7th December a 21-year-old man committed suicide in the regional prison of Berna.
- In February two people committed suicide in the prison of Muttenz, near Basle.
- In June a 29-year-old man committed suicide in the prison of Champ-Dollon in Geneva.
- In July a man hang himself in the prison of “La Croisée”, near Orbe.
- In September a prisoner refused to go back to the cell after the hour in the exercise yard in the prison of Bochuz, he went up the roof and threatened to kill himself. Then he was restrained by the screws and put in solitary confinement and thrashed the cell on the same day.
- On 24th October a 23-year-old man died in the prison of “Blecherette” in Lausanne in suspicious circumstances.
- On 25th October a 61-year-old man was found dead in the prison of “Farera”, in Ticino.

This list is painful and certainly is not complete. But it shows a brutal continuity and that it’s important to revolt against the prison system. For example by attacking those who build the prisons.

For a world deprived of as much oppression and domination as possible!

<https://roundrobin.info/2018/01/schmitten-svizzera-attacco-incendiario-implenia-costruttrice-della-prigione-basslergut/>

## usa

### **Recent Agitprop Against Amazon in Seattle**

Construction noises ring out all through the night around Amazon HQ1 in Seattle. Lonely janitors scrub and mop the surfaces of the Amazon Spheres, locally known as the Bezos Ballz. While they are paid 15-20 dollars an hours, well-paid Amazon executives cruise out of their parking garages in Teslas, Porches, and Lamborghinis. Their 100K a year underlings file through the glass doors and wait for the shuttle back to their luxury apartment. In an unseen jungle camp far away from HQ1, a homeless person dies every two days. In January 2018 alone, 16 people have lost their lives on the streets of Seattle. Jeff Bezos is still the richest man on earth.

*Image: relentless construction around Amazon HQ1*

On a warm spring evening (it's winter), the public surfaces around HQ1 were covered with hundreds of posters related to Amazon and the tech industry. The first carried the bold headline: EXTRA! EXTRA! AMAZON DELIVERY BAN TORCHED IN BERLIN! This was followed with a brief extract from a communique that accompanied the [torching](#) of an Amazon delivery van on the streets of Berlin. It also featured the image of a train blockade [linking Amazon to the CIA](#). Since the overlords of Amazon have suppressed this information from reaching its employees, these posters were meant to remind roughly 40,000 tech workers that [hatred](#) of their company is [rising](#). Not only were they pasted all around HQ1, they have been scattered around the city at Amazon's multiple locations.

The second poster promoted an [anarchist tech-thriller](#) that could potentially lead these tech employees to a greater understanding of the class war being waged all around them. This novel features [burning condos](#), the art crew [Keep Hoods Yours](#), depraved [tech-overlords](#), quadruple-agent hackers, deep-cover anarchists, and a triumphant finale sure to make your mom skip right to the end. One [reviewer](#) claims that "Darlingtonia presents a hopeful story of awakening within our current dystopic reality. It asserts the possibility that our sexuality and our hunger, our creativity and our restlessness can turn in an instant, into revolutionary weapons. Illicit and thrilling, this is a consciousness expanding, euphoria inducing novel. I loved it."

We hope these two posters help in the ongoing and constant subversion, infiltration, sabotage, and undermining of Amazon HQ1. If your city is under threat of hosting Amazon HQ2, do what you can before it's too late. The time is now. As Chris Rock said, "if poor people knew how rich rich people are, there would be riots in the streets."

**Good luck to our friends in Atlanta in [their new campaign](#) to stop the HQ2 bid!**

**Good luck to our friends [fighting](#) the new [Google Campus](#) in Berlin!**